

# PANORAMA

*Perspectives sur la politique régionale et urbaine de l'Europe*

HIVER 2020 / N° 75



**Panorama prend le virage**

**vert et numérique en 2021**

LA PRISE DE  
DÉCISION  
PENDANT LA  
PANDÉMIE



LES VILLES FONT  
ÉQUIPE DANS  
LE DOMAINE DE  
LA DURABILITÉ  
URBAINE



Politique  
régionale et  
urbaine



# PANORAMA

## SOMMAIRE

ÉDITORIAL.....	3
LA PRÉSIDENTE ALLEMANDE DE L'UE NÉGOCIE LONGUEMENT ET DUREMENT L'ACCORD SUR LE PAQUET DE LA POLITIQUE DE COHÉSION.....	4
DE NOUVEAUX OUTILS DE COMMUNICATION EN LIGNE POUR SENSIBILISER À LA POLITIQUE DE COHÉSION.....	7
PANORAMA EST COUVERT – RÉTROSPECTIVE SUR LES 75 NUMÉROS DU MAGAZINE – AVANT SON VIRAGE NUMÉRIQUE.....	9
POINT D'INFORMATION: DES INDICATEURS FINANCIERS ET DE RÉSULTATS ADAPTÉS POUR SUIVRE LA RÉPONSE DE L'UE À LA COVID-19.....	13
L'ÉVÉNEMENT ANNUEL INTERREG ADOPTE UNE APPROCHE NUMÉRIQUE AUX DÉFIS TRANSFRONTALIERS.....	17
LEVER LES BARRIÈRES AU COMMERCE TRANSFRONTALIER: INTERNATIONALISATION DES PME.....	19
TROUVER DES SOLUTIONS POUR RENFORCER LA COOPÉRATION ET LA CROISSANCE ENTRE L'UE ET LES PAYS DE L'AELE.....	21
L'INDICE RÉGIONAL DE PROGRÈS SOCIAL DE L'UE REFLÈTE L'ÉVOLUTION POSITIVE DU DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ.....	23
L'EUROPE ET LES AMÉRIQUES CONJUGENT LEURS EFFORTS POUR TROUVER DES RÉPONSES DURABLES AUX PROBLÈMES URBAINS.....	25
UN INTÉRÊT PRONONCÉ POUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS DE LA POLITIQUE RÉGIONALE MANIFESTÉ LORS DE LA CONFÉRENCE «FI-COMPASS».....	27
LA 18 <sup>E</sup> SEMAINE EUROPÉENNE DES RÉGIONS ET DES VILLES ENTEND «REDÉMARRER.EUROPE.ENSEMBLE».....	29
UNE ANCIENNE PARTICIPANTE À YOUTH4REGIONS SALUE LA DIVERSITÉ ET L'ENGAGEMENT DES JOURNALISTES À LA 18 <sup>E</sup> «SEMAINE» EUROPÉENNE.....	32
POLITIQUE DE COHÉSION: FAÇONNER LE PASSÉ, LE PRÉSENT ET L'AVENIR EN ŒUVRANT AVEC LES CITOYENS.....	34
DES INFLUENCEURS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX SE METTENT EN ROUTE POUR VISITER DES PROJETS VERTS ET SOUTENIR LA POLITIQUE CLIMATIQUE DE L'UE.....	36
PRÉSENTATION DE PROJETS À MALTE, EN BULGARIE, EN GRÈCE, AU DANEMARK ET AU LUXEMBOURG.....	41



4



21



25



29



38



42

## ÉDITORIAL

Cette année 2020, étrange et atypique, prend fin presque au même moment où l'équipe de l'actuelle Commission européenne fête un an de mandat.

Lorsque nous avons pris nos fonctions en décembre 2019, nous nous attendions à vivre une année pleine de défis, liés notamment à l'approbation du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, aux textes juridiques relatifs aux règlements révisés concernant la politique de cohésion pour la même période, et à la mise en place du nouveau Fonds pour une transition juste.

J'avais également l'intention de rendre visite à au moins une région par pays au cours de cette première année, dans le but d'intensifier le dialogue et de prêter une oreille attentive aux préoccupations et aspirations à l'échelon local.

La réalité nous a imposé un programme tout différent: en quelques mois, nos vies et celles de tous les Européens ont changé radicalement sous l'effet de la pandémie de coronavirus. Mes pensées vont à ceux et celles qui ont perdu des êtres chers ou ont été infectés par ce virus. Je suis particulièrement reconnaissante à tous ceux d'entre vous qui ont continué à travailler et à produire des résultats dans des circonstances aussi difficiles, et je salue votre dévouement, votre professionnalisme et votre sens du service public.

Au paroxysme de l'urgence sanitaire, ainsi que lors des préparatifs pour la reprise, la politique de cohésion, l'une des premières politiques de l'UE, a démontré sa capacité à s'adapter à la nouvelle réalité. Ses règles ont été temporairement modifiées afin de permettre aux États membres et aux régions de réorienter le soutien financier là où il était le plus nécessaire, notamment le secteur de la santé, les régimes d'assurance-chômage ou les fonds de roulement des PME, de manière à limiter les effets sociaux et sanitaires de la pandémie.

L'approbation du nouveau CFP, ainsi que du paquet de relance intitulé «Next Generation EU», spécialement conçu pour lutter contre les effets de la pandémie, permet à toutes les parties

concernées de commencer sans attendre à redresser nos économies et à les réorienter vers un avenir plus vert, plus numérique et plus cohérent. Symboliquement, REACT-EU a été la première proposition législative à être conclue dans le cadre de «Next Generation EU»: des pionniers à l'heure de réagir et des acteurs décisifs dans les négociations.

Cette crise a également mis en évidence, une énième fois, le pilier fondamental de l'UE qu'est la cohésion ainsi que la capacité de celle-ci à articuler une réponse ambitieuse en soutenant les pays, les régions, les travailleurs et les entreprises. Nous avons fait office de pompiers au début de la crise avec les initiatives CRII et CRII+, et nous serons les architectes de la reprise grâce à REACT-EU et à la cohésion à long terme.

Mes grandes motivations pour l'année prochaine sont de sortir de cette crise plus forts, avec des économies modernes et favorisant la cohésion, sans aucun laissé-pour-compte.

Enfin, ce 75<sup>e</sup> numéro de *Panorama* est également l'occasion de rendre hommage à la pléthore de contributeurs de ce magazine depuis 2000. Ce numéro présentera une série de couvertures qui illustrent l'évolution de notre politique au fil des ans, la dernière dépeignant l'accord pour la période de financement 2021-2027.

*Panorama* marquera l'arrivée de ce nouveau cycle politique avec un format renouvelé qui vous offre des contenus plus réguliers, flexibles et actuels, grâce tout spécialement à des vidéos et des graphiques interactifs. Nous vous tiendrons au courant de ces nouvelles fonctionnalités prochainement. ■

**Elisa Ferreira**

*Commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes*



# Compte à rebours final: le processus décisionnel par temps de pandémie

Le 1<sup>er</sup> janvier 2021 marque le début de la nouvelle période de programmation de la politique de cohésion de l'UE. Tous les yeux sont rivés sur la présidence allemande de l'UE, car c'est à elle qu'incombe la tâche de finaliser le cadre juridique et financier, de concert avec le Parlement européen. Comme si ce défi n'était pas encore assez grand, la pandémie de COVID-19 a modifié la dynamique du processus décisionnel et complètement chamboulé le rythme de travail habituel. *Panorama* a demandé à Thomas Pickartz, Alexandra Marquardt et Anna-Lena Zademach-Schwierz de la présidence allemande d'expliquer la façon dont ils ont mené la barque des négociations de l'UE vers une nouvelle réalité numérique et d'explicitier les dernières étapes de la conclusion d'un accord sur le paquet de la politique de cohésion.

*Après deux ans et demi de négociations, le Conseil et le Parlement sont dans la phase finale de la conclusion du cadre législatif. Sur quels points faut-il encore s'accorder?*

**Thomas Pickartz (TP):** Notre objectif a toujours été de parvenir, d'ici la fin de l'année, à un accord politique portant sur l'ensemble du paquet de la politique de cohésion. Après 15 trilogues politiques et 40 réunions techniques avec le Parlement européen, nous sommes toujours sur la bonne voie pour atteindre cet objectif. Le 18 novembre, nous avons conclu un accord politique sur le règlement REACT-EU, clé de voûte du plan de relance européen, intitulé «Next Generation EU». Les négociations sur le règlement portant dispositions communes vont également bon train. Certaines

questions épineuses restent encore à résoudre, mais un accord avec le Parlement européen est à portée de main.

**Alexandra Marquardt (AM):** Mis en place par le Pacte vert pour l'Europe plutôt que par le paquet «cohésion», le Fonds pour une transition juste était systématiquement le dernier dossier abordé. Il s'agissait de l'un de nos premiers mandats du Conseil sous la présidence allemande, et le Parlement n'a voté qu'en septembre. Les négociations ayant démarré lentement et connu des complications, nous avons pensé que ce dossier serait transféré directement à nos collègues portugais. Mais les pourparlers se sont poursuivis de manière plus harmonieuse et, aux côtés du FEDER, qui, lui aussi, a connu un démarrage semé d'embûches, nous sommes presque à la ligne d'arrivée.

**Anna-Lena Zademach-Schwierz (AZ):** Les négociations sur Interreg sont longtemps restées pragmatiques et axées sur les résultats, même pendant le confinement au printemps. Cependant, lorsque ce fut le tour de l'Allemagne d'assurer la présidence, nous nous sommes heurtés au blocage du PE en raison des négociations budgétaires ardues. Ce fut un défi de revenir à la table des négociations, et nous avons parfois eu le sentiment de marcher sur des œufs. Le FSE+ a connu une expérience diamétralement opposée. Nous avons démarré sur les chapeaux de roue et atteint notre vitesse de croisière en juillet avec deux réunions techniques, mais nous avons rencontré des difficultés particulières lors des discussions politiques.





À gauche: Anna-Lena Zademach-Schwierz; au centre: Thomas Pickartz; à droite: Alexandra Marquardt

*Lorsque l'Allemagne a pris les rênes de la présidence de l'UE en juillet, le pire de la pandémie COVID-19 semblait être derrière nous – avant qu'une deuxième vague nous frappe de plein fouet. En quoi cette situation a-t-elle modifié votre méthode de travail?*

**AZ:** Au Parlement, nous avons maintenu pendant un certain temps les réunions physiques ou «hybrides» indispensables au niveau technique. Il n'y a eu qu'une seule occasion embarrassante où le négociateur principal de l'autre partie était en télétravail alors que de nombreux collègues étaient rassemblés dans une grande salle de réunion. Mais même là, nous sommes parvenus à faire avancer les choses, tant que le bruit et les bips parasites provenant des espaces virtuels ne résonnaient pas trop dans la salle de réunion.

**TP:** Dans un premier temps, au Conseil, nous avons continué à organiser des réunions physiques. Les dossiers de la politique de cohésion étaient considérés prioritaires en raison de leur lien avec le CFP et le plan de relance européen. Ce n'est qu'en novembre, lorsque la deuxième vague a frappé Bruxelles de plein fouet, que le groupe de travail a commencé à privilégier les réunions virtuelles. Elles ont très bien fonctionné.

**AM:** Si la deuxième vague nous a durement touchés, la COVID a été

omniprésente du début à la fin de notre présidence. Il n'y a eu aucune manifestation parallèle, ni occasion de rencontre, de réceptions, d'expositions, de concerts, ni aucun autre événement du même acabit. Notre voyage à Berlin/Brandebourg, qui est généralement un moment fort de chaque présidence, a également été annulé. Nous avons traversé une période exceptionnelle, non seulement lors des réunions virtuelles et du télétravail, mais aussi à travers la façon dont s'est présentée la présidence allemande.

*La communication numérique – de la vidéoconférence aux visites virtuelles – peut-elle remplacer nos formats habituels?*

**AZ:** Au cours des derniers mois, je me suis rendu compte des avantages du monde virtuel lors des longues réunions techniques sur différents dossiers. Couper le micro pour permettre un échange de vues et une prise de position rapides est plus simple que de demander une pause dans une «réunion physique». Cette méthode de travail n'a toutefois pu fonctionner que parce que nous étions rassemblés en équipe dans une seule et même pièce. Seule dans mon bureau, cet exercice s'avère beaucoup plus compliqué malgré les différentes options de «chat».

**TP:** La communication numérique nous a vraiment aidés à assurer le bon déroulement des opérations pendant la crise. Mais le contact personnel demeure très important quand il s'agit d'arriver à un compromis sur des questions sensibles. Le format numérique affaiblit le facteur humain. Si vous racontez une blague lors d'une vidéoconférence, vous n'entendez pas les rires car les micros sont coupés. Et il est beaucoup plus difficile de saisir l'état d'esprit de ses collègues lors d'une réunion virtuelle que dans une réunion physique.

*Une énorme quantité de propositions législatives vous attend – de REACT-EU au règlement Interreg. Qu'est-ce qui vous a aidés à traverser ces périodes?*

**TP:** La charge de travail est effectivement colossale. Le partage des responsabilités au sein de notre équipe de Bruxelles nous a beaucoup aidés, notamment lorsqu'il s'agissait de présider le groupe de travail et de mener les négociations techniques avec le Parlement européen. En ce qui concerne les négociations au niveau politique, notre directeur général adjoint et nos collègues de Berlin ont mis un point d'honneur à se déplacer à Bruxelles pour chacun des trilogues, malgré la pandémie. Cet engagement a été très encourageant.

**AM:** Je ne peux qu'être d'accord avec Thomas. Nous avons une équipe formidable! Les journées de travail sont souvent fatigantes et trois trilogues par semaine représentent un véritable défi. Malgré tout, nous gardons notre bonne humeur, adorons rire ensemble et avons conscience que le travail de chaque membre de l'équipe est indispensable pour obtenir de grands résultats.

**AZ:** Ma famille a été d'un grand soutien pendant cette période. Gérer trois enfants avec, parfois, des cours à domicile, n'est pas une mince affaire pour deux partenaires qui ont des emplois à responsabi-





De gauche à droite: Heinz Heitmeier (Présidence allemande), Elisa Ferreira (commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes), Pascal Arimont (Rapporteur, PE) et Younous Omarjee (Président de la commission du développement régional, PE) gardant leurs distances lors d'une réunion de trilogue consacrée à la coopération transfrontalière

lité. Ma mère de 75 ans n'a pas hésité à se rendre dans une zone à risque et à faire un test de dépistage (négatif :-)) à son retour. Dans l'ensemble, j'ai toujours eu le sentiment que mon travail est apprécié et que le jeu en vaut la chandelle. Grâce au soutien de l'équipe de Berlin, des collègues du Secrétariat du Conseil et de la Commission, j'ai le sentiment que nous avons bien progressé sur ces dossiers pour mener à bonne fin tous les points politiques au cours de notre présidence.

*Auriez-vous quelques anecdotes concernant les négociations sur la politique de cohésion?*

**TP:** Le trilogue décisif de REACT-EU a eu lieu le jour de l'anniversaire de la corapporteuse Constanze Krehl (S&D, DE). Nous lui avons offert des fleurs, et nous avons eu une réunion très réussie, couronnée par quelques bulles à la fin. Nous avons deux bonnes raisons de faire la fête le même jour.

**AM:** Pour moi, il s'agissait de négociations très spéciales. Lors des dernières discussions sur le paquet «cohésion», je travaillais pour Constanze Krehl, qui

était également corapporteuse pour l'actuel RPDC 2014-2020. Constanze et moi avons survécu à plus de 90 trilogues avant le vote final en plénière en décembre 2013. Ce fut une période très intense, et j'ai beaucoup aimé travailler au Parlement. C'est une expérience extraordinaire de me retrouver maintenant «de l'autre côté» et de représenter le Conseil. Et pour moi personnellement, c'est formidable de travailler à nouveau avec «mon» ancienne députée européenne.

*Q: Le Portugal étant sur le point de prendre le flambeau de la présidence de l'UE en janvier 2021, quels éléments liés au temps passé ensemble vont-ils le plus vous manquer?*

**AM:** C'est enrichissant de profiter des vastes connaissances et expériences de mes collègues. Et j'aime le caractère de chacun d'entre nous et la façon dont nous travaillons ensemble. Ce sont donc surtout mes formidables collègues qui me manqueront!

**AZ:** Je pense n'avoir jamais autant ri – jusqu'à en pleurer – au travail dans ma vie. Nous nous sommes tellement

amusés autour d'un verre de vin à l'issue de trois trilogues d'affilée, afin d'évacuer toute la tension. Et étant donné que nos trois anniversaires avaient lieu en novembre, nous avons fêté ça dignement, malgré le stress de ces six dernières semaines de présidence. Ce qui me manquera à coup sûr, c'est la chaleur et les rires de mes collègues.

**TP:** Alex et Anna-Lena me manqueront le plus, tout comme les bons moments passés ensemble. Anna-Lena finira son détachement et retournera à la Commission au début de l'année prochaine. Alex rentrera en Allemagne à la fin du mois de mars. J'imagine difficilement me retrouver seul à nouveau. ■



**POUR EN SAVOIR PLUS**

[https://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/2021\\_2027/](https://ec.europa.eu/regional_policy/fr/2021_2027/)

<https://www.eu2020.de/eu2020-fr>

# Cocréer une identité commune grâce à des outils en ligne

La DG REGIO a dévoilé son générateur en ligne et le livre de la marque. Les bénéficiaires de projets peuvent désormais satisfaire aux exigences de la Commission en matière de communication et de visibilité de manière efficace en quelques clics seulement. En partageant leurs activités et leurs réalisations à l'échelon local, ils contribuent à faire rayonner le soutien de l'UE aux quatre coins de l'Europe.

L'amélioration de la visibilité de la politique de cohésion est devenue une priorité absolue. Chaque année, les fonds de cohésion soutiennent des milliers de projets dans toute l'Europe, qui incarnent de la façon la plus tangible qui soit l'action de l'UE sur le terrain.

Une communication plus efficace de ces interventions permettrait de mieux sensibiliser les citoyens aux avantages que l'UE apporte à leur vie ainsi que de valoriser l'image publique de l'Union. En fait, plusieurs études ont montré que la politique de cohésion a une influence positive sur l'attitude des citoyens envers le projet européen.

Le contexte réglementaire de la communication entourant la politique de cohésion a progressivement évolué au fil des périodes de programmation successives, de simples exigences relatives à la publicité, elles se sont transformées en des obligations plus précises en matière de communication et de transparence. La période de programmation 2014-2020 a franchi un jalon décisif et reconnaît désormais la communication comme une fonction stratégique des programmes.

Les nouvelles dispositions pour la période 2021-2027 adhèrent à cette approche. Elles s'efforcent de trouver un équilibre entre, d'une part, renforcer les responsabilités des États membres, des autorités de gestion et des bénéficiaires et, d'autre part, alléger la charge réglementaire qui repose sur leurs épaules.



## Envoyer un message

Plus particulièrement, la nouvelle période de programmation amorce un changement de paradigme radical. Au vu de la situation actuelle, dans laquelle coexiste une pléthore de logos différents, trop complexe et déconcertante pour les citoyens, la Commission européenne a décidé que tous les programmes seront exclusivement communiqués au moyen de l'emblème de l'UE. Qui plus est, les sept fonds du règlement portant dispositions communes et les programmes, tels que Horizon et Creative Europe, comporteront la mention «(co)financé par l'Union européenne», à côté de l'emblème de l'UE. Avec ce message clair, l'approche choisie fait de l'UE notre marque de référence et la renforce davantage.

En définitive, une communication fructueuse dépend de l'engagement réel des autorités et des promoteurs de projets concernés. Plutôt qu'un exercice bureaucratique consistant à cocher des cases, la communication doit être considérée comme un aspect central de la mise en œuvre des programmes et des projets.

Afin que les autorités de gestion et les bénéficiaires des projets puissent satisfaire de manière efficace aux exigences minimales des dispositions relatives à la communication, la DG REGIO, de concert avec les experts nationaux des États membres, a œuvré à la création d'un «paquet de soutien» visant à communiquer sur la politique de cohésion en 2021-2027.

## Des aides visuelles plus précises

Ce paquet se compose de trois parties: le livret [Communiquer sur la politique de cohésion](#) qui présente, en guise d'inspiration, les meilleures pratiques de communication de la période de programmation 2014-2020, et un deuxième livret consacré au [suivi et à l'évaluation des actions de communication](#). Les deux livrets ont été publiés en 2019. La dernière partie du paquet de soutien concerne l'image de marque et comporte deux éléments clés: «un générateur en ligne» et un livre de la marque.

Le règlement impose aux bénéficiaires d'installer un panneau, une plaque ou une affiche de manière visible sur le site du projet. Le nombre de projets soutenus par l'UE est tel que ces éléments publicitaires sont susceptibles de toucher les citoyens presque partout en Europe.

Cependant, à l'heure actuelle, une identité visuelle commune fait largement défaut au niveau européen, ce qui laisse la place à une cacophonie d'éléments visuels: entre les programmes opérationnels, les différents fonds de l'UE, les États membres, voire les régions, qui disposent tous d'identités visuelles différentes. Afin d'harmoniser la situation et de clarifier et renforcer le message du soutien de l'UE, le générateur en ligne créera une identité visuelle à l'échelle européenne en permettant à tous les bénéficiaires de projets de personnaliser, à l'aide du même modèle, les éléments publicitaires qu'ils sont tenus de faire apparaître.

Le générateur en ligne est assorti d'un livre de la marque qui fournit des conseils et des astuces sur la façon de tirer le meilleur parti des éléments de communication physique, notamment grâce à la formulation et au placement. En outre, il donne des informations supplémentaires sur l'image de marque de l'UE aux bénéficiaires qui disposent de graphistes en interne capables de personnaliser leurs éléments de communication.



*Un modèle standard pour les publications assure une cohérence visuelle entre les outils de communication*

Simplicité, visibilité et transparence accrues sont les principes directeurs de l'approche de la communication pour la prochaine période de programmation. Conformément à cette approche, le générateur et le livre de la marque représentent une proposition, et non une obligation, adressée aux autorités de gestion et aux bénéficiaires des projets. Ces deux outils constituent une solution à l'épreuve des audits qui permet de satisfaire aux exigences minimales de visibilité en ligne en quelques clics seulement! Les bénéficiaires peuvent ainsi consacrer un maximum de ressources à d'autres actions de communication, tout en harmonisant les moyens de sensibilisation des citoyens européens.

Au côté de la mention de financement commune à tous les programmes soutenus par l'UE, la nouvelle identité visuelle représente une avancée concrète vers une plus grande cohérence. Il importe plus que jamais de renforcer le message véhiculant les réalisations de l'UE. En s'appuyant sur des valeurs et une vision communes, il est bon d'être vu – comme l'Union européenne!

**Le générateur en ligne sera disponible au cours du premier semestre 2021 – restez avec nous pour obtenir le lien direct!**



# Retour vers le futur de PANORAMA

Ce numéro de *Panorama* revêt un caractère particulier, d'une part, parce qu'il marque la 75<sup>e</sup> édition du magazine, et, d'autre part, parce qu'il s'agit du magazine numéro à être publié dans son format actuel.

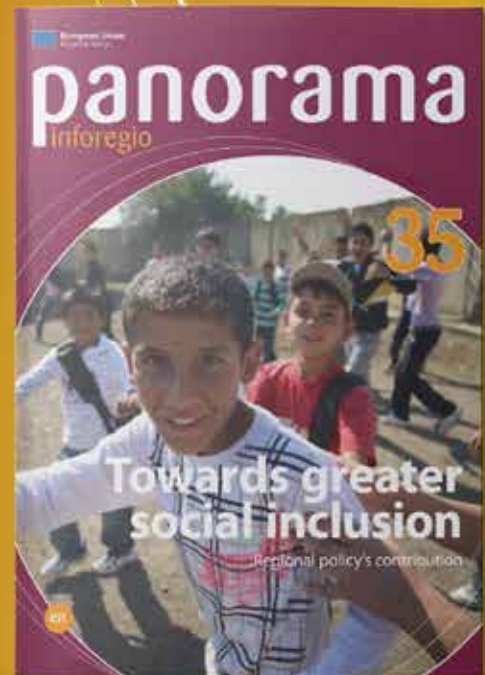
Lancé en 2001, *Panorama* a mis un point d'honneur à sensibiliser un public plus large à la politique régionale et urbaine de l'UE. Le magazine a couvert un florilège de sujets, allant d'entretiens de personnalités de haut rang à des questions techniques et financières, en passant par des rapports de projets, des histoires et des témoignages personnels, tous présentés de manière accessible et attrayante. Il est lu par des personnalités politiques, des universitaires et le grand public, par le biais soit d'un abonnement direct ou d'une distribution aux centres d'information Europe Direct et aux représentations de l'UE.



Les différentes couvertures reproduites ici donnent un aperçu de l'éventail des sujets abordés ainsi que de l'évolution du style du magazine au fil des 20 dernières années.

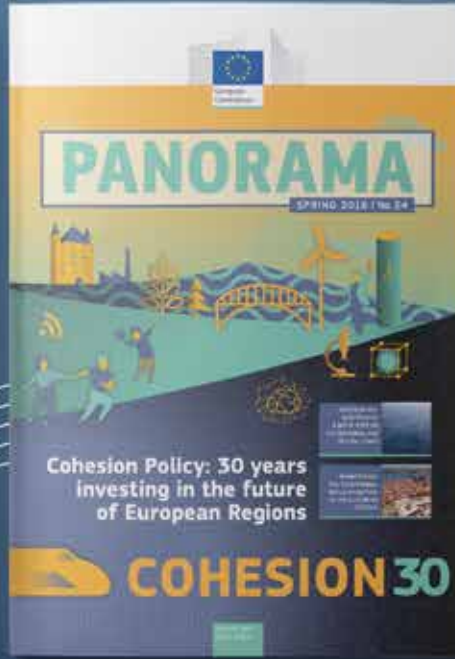
Et *Panorama* continuera à évoluer à l'avenir, notamment en devenant une publication disponible exclusivement en ligne. En 2021, nous passerons du format PDF trimestriel à des articles publiés directement sur le site web d'Inforegio, pour des publications plus régulières, flexibles et actuelles. Nous profiterons de notre migration vers une version en ligne pour intégrer des vidéos et des graphiques interactifs. Par ailleurs, le nouveau format sera plus agréable à consulter sur toute une gamme d'appareils numériques.

Comme toujours, *Panorama* vous concerne et est là pour vous servir. C'est pourquoi nous aimerions recueillir votre avis, sous la forme de commentaire ou de suggestion, ou de contribution comme un article, un rapport ou un témoignage. Veuillez nous contacter à l'adresse suivante: [regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)











## POINT D'INFORMATION

# Tableau de bord du coronavirus: la politique de cohésion de l'UE apporte une réponse à la crise

La pandémie de COVID-19 constitue un défi de taille pour l'Union européenne dans son ensemble. Les communautés nationales, régionales et locales sont au front de la lutte contre cette maladie et ses effets socio-économiques. La solidarité et la responsabilité entre nos sociétés et les États membres sont capitales pour relever ce défi.

En avril 2020, la Commission européenne a lancé deux trains de mesures: l'[Initiative d'investissement en réponse au coronavirus \(CRII\)](#) et l'[Initiative d'investissement+ en réaction au coronavirus \(CRII+\)](#) afin de mobiliser la politique de cohésion de l'UE pendant la crise du coronavirus.

Plutôt que d'apporter de nouvelles ressources financières de l'UE, le paquet CRII offre une plus grande flexibilité dans l'utilisation des ressources existantes et non dépensées en permettant de les réaffecter aux besoins les plus impérieux.

Les nouvelles marges de manœuvre prévoient notamment le transfert des fonds de l'UE non alloués entre les fonds et catégories de régions, l'augmentation du préfinancement de l'UE pour améliorer la trésorerie; et la possibilité de porter le taux de cofinancement de l'UE à 100 % pour l'exercice comptable 2020-21.

Le 27 mai, les initiatives CRII/CRII+ ont été renforcées par le paquet [REACT-EU](#), en cours de négociation au Conseil et au Parlement européen.

## Suivi des interventions de la politique de cohésion face à la COVID-19

Le suivi des interventions pose un défi particulier à la politique de cohésion, car elle a recours à une gestion partagée dans plus de 390 programmes. Les systèmes originaux de suivi financier et de surveillance fondée sur des indicateurs n'ont pas été conçus pour suivre les actions spécifiques mises en œuvre à l'heure actuelle. Le 12 mai 2020, les services de la

## EFFETS DES MESURES DES INITIATIVES CRII / CRII+

En date du 19 novembre 2020, voici les chiffres phares sur le volume de ressources mobilisées par les nouvelles mesures:

### REPROGRAMMATION

- › 6,3 milliards d'euros de fonds de l'UE réaffectés en faveur d'actions dans le secteur de la santé, entraînant une augmentation nette de 5,9 milliards d'euros au niveau de l'UE;
- › 8,5 milliards d'euros de fonds de l'UE réaffectés en faveur du soutien aux entreprises, entraînant une augmentation nette de 1,9 milliard d'euros au niveau de l'UE;
- › 2,7 milliards d'euros d'aide directe à la population, notamment les travailleurs et les groupes vulnérables.

*(Dans certains cas, les allocations octroyées au titre de l'«aide directe à la population» peuvent se superposer aux fonds de reprogrammation du FSE en faveur de la santé et des entreprises).*

### FINANCEMENT ET RÈGLES MODIFIÉES

- › 7,6 milliards d'euros sous la forme d'un préfinancement supplémentaire de l'UE;
- › 129 programmes de la politique de cohésion ont opté pour un cofinancement à 100% de l'UE;
- › 3,3 milliards d'euros ont été transférés entre les fonds et/ou les catégories de régions.



“ Dans l’attente d’un accord sur le paquet REACT-EU, les États membres font un plein usage des flexibilités et des liquidités offertes par les Fonds de cohésion afin d’aider les personnes les plus touchées: le corps médical et les hôpitaux, les PME et les travailleurs... Alors que le soutien de cohésion standard cible les investissements à long terme favorisant la convergence régionale, le CRII a apporté une réponse d’urgence là où elle était la plus nécessaire. ”

Elisa Ferreira, commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes

Commission ont proposé de nouveaux [indicateurs financiers et de résultats](#) – des indicateurs COVID-19 «communs» que les programmes nationaux et régionaux doivent utiliser.

### Une augmentation significative des fonds de l’UE alloués à la santé

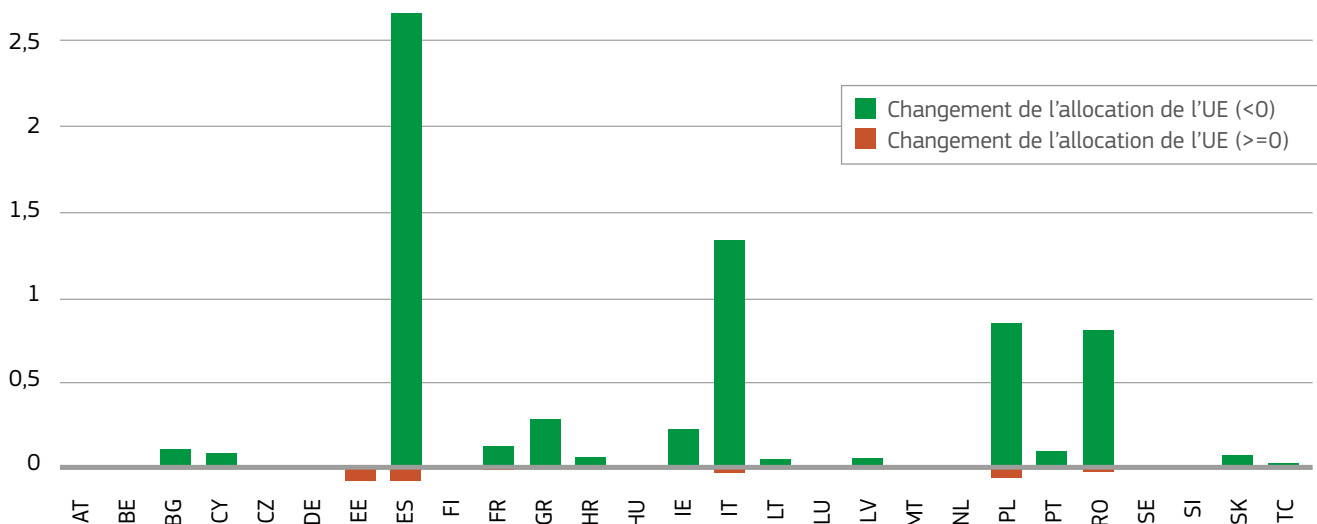
Les investissements stratégiques de l’UE dans le secteur de la santé avaient déjà été renforcés dans les programmes 2014-2020 avec un apport de plus de 10 milliards d’euros. Les transferts de fonds au sein et entre le FEDER et le FSE en faveur de nombreux programmes ont entraîné une augmentation nette du soutien aux actions en matière de santé. Dans la foulée de l’adoption des nouveaux règlements CRII/CRII+,

les modifications des programmes se sont accélérées alors que de nouvelles mesures pouvaient bénéficier d’un financement, comme l’achat d’EPI, de médicaments, de tests, l’embauche de personnel de santé supplémentaire, l’assistance médicale ou les services de soins à domicile pour les groupes vulnérables.

Des données plus précises sur le soutien financier de l’UE à la réponse sanitaire à la COVID-19 sont fournies par les programmes nationaux et régionaux qui ont accepté d’identifier et de suivre le soutien financier de manière plus détaillée. La Commission œuvre avec ces programmes à améliorer la couverture des données, dans la mesure où le montant total du soutien apporté par l’UE à ces fins est probablement plus élevé. Les données seront ensuite mises à jour régulièrement.

### COVID-19 / CRII - CHANGEMENTS DANS LE SOUTIEN DE L’UE PRÉVU EN FAVEUR DES SOINS DE SANTÉ DEPUIS LE 1ER FÉVRIER 2020

(MILLIARDS D’EUROS)



**Le soutien aux entreprises a augmenté**

Depuis le début, le soutien aux entreprises a été un thème d'investissement important de la politique de cohésion et, à ce titre, elle a soutenu un large éventail d'actions, essentiellement en faveur des PME. Ce soutien va notamment de la recherche et de l'innovation à l'entrepreneuriat, en passant par l'efficacité énergétique, l'accès au financement ou encore la numérisation.

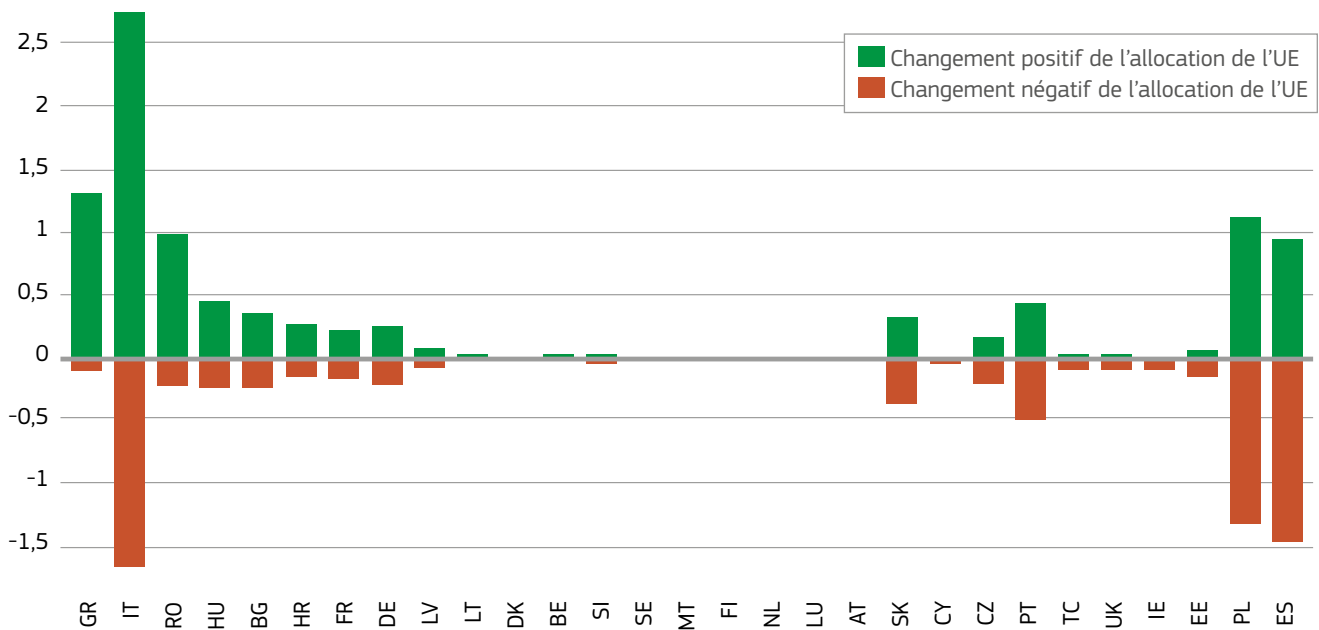
Chaque pays et région a élaboré ses propres stratégies pour répondre au mieux à la crise du coronavirus. Ces mesures supposent souvent la réaffectation de fonds d'une activité dont les ressources non allouées sont plus importantes vers une autre qui présente un potentiel plus élevé pour relancer

l'économie et traverser la crise. Les fonds peuvent provenir d'autres domaines d'intervention ou de priorités différentes au sein d'un même domaine.

**Soutien à la population pour lutter contre les effets de la pandémie**

Les ondes de choc de la crise du coronavirus se sont répercutées sur toute la société, touchant les citoyens de nombreuses façons différentes. Le Fonds social européen (FSE) a été le principal pourvoyeur de soutien en faveur des services sociaux, du maintien de l'emploi, du soutien aux groupes vulnérables et autres.

**COVID-19 / CRII - CHANGEMENTS DANS LE SOUTIEN DE L'UE PRÉVU EN FAVEUR DES ENTREPRISES DEPUIS LE 1ER FÉVRIER 2020 (MILLIARDS D'EUROS)**



**Y a-t-il un sujet que vous aimeriez que *Panorama* aborde dans sa section POINT D'INFORMATION?**

**Y a-t-il un ensemble de données que vous aimeriez voir figurer sur la Plateforme de données ouvertes des Fonds ESI?**

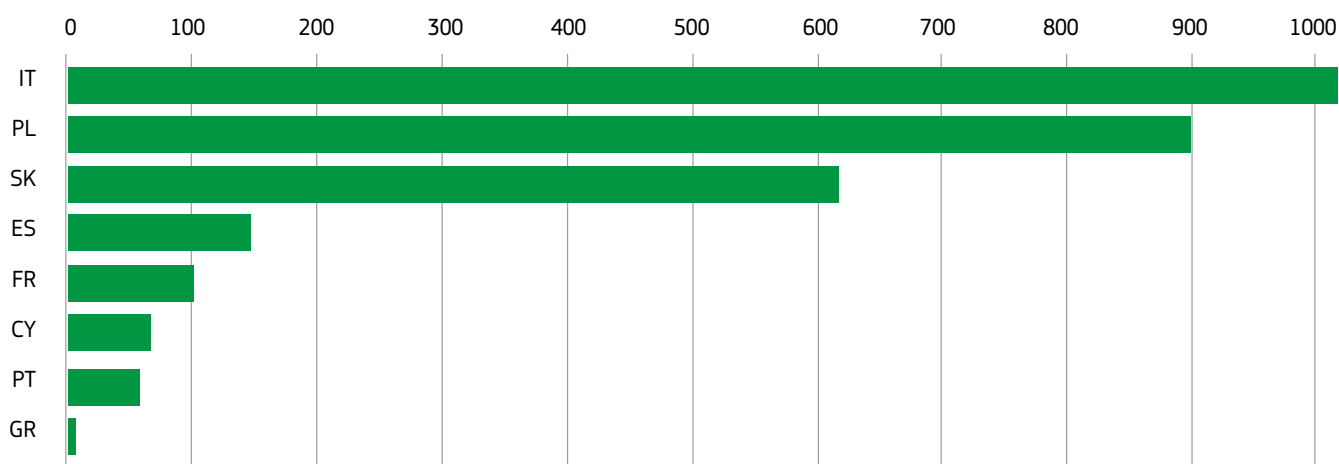
Si tel est le cas, écrivez-nous: REGIO-EVAL@ec.europa.eu

Suivre la discussion sur Twitter #ESIFOpenData

ou s'inscrire à notre lettre d'information: [http://ec.europa.eu/newsroom/index.cfm?service\\_id=788](http://ec.europa.eu/newsroom/index.cfm?service_id=788)



## VALEUR DES ACTIONS DU FSE VISANT À LUTTER CONTRE LES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 (MILLIONS D'EUROS)



La figure ci-dessus montre le montant prévu pour lutter contre les effets de la pandémie ou les contrecarrer, notamment grâce à un soutien aux régimes de chômage partiel, à l'octroi d'un salaire complémentaire pour le personnel de santé, à l'acquisition d'équipements informatiques et d'EPI, et à la fourniture de services aux groupes vulnérables.

### *Augmentation du préfinancement annuel*

Cette mesure prévue par la première mouture de l'initiative CRUI et qui a été automatiquement appliquée par la Commission a profité à tous les programmes, dégageant un enveloppe de 7,6 milliards d'euros de préfinancement de l'UE non recouverts en 2019. Les États membres peuvent utiliser les montants de préfinancement annuel de 2019 non recouverts pour augmenter leurs dépenses en lien avec la pandémie. Il s'agit *de facto* d'une affectation des fonds de l'UE en début de période («front loading»), car les montants non recouverts en 2020 ne seront débloqués ou recouverts qu'à la clôture de la période de programmation.

### *De nombreux programmes ont opté pour un financement intégral (100%) de l'UE.*

À la demande d'un pays, les dépenses déclarées au titre de l'exercice comptable 2020-2021 pourraient être financées temporairement par les seules ressources de l'UE. Cette option

de cofinancement européen à 100% est l'une des mesures les plus populaires dans la majorité des programmes ayant connu des modifications.

### *Certains pays ont transféré des ressources entre les fonds*

À la demande d'un pays, les ressources mises à disposition pour la programmation pour 2020 pouvaient être transférées entre le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion.

De même, les ressources disponibles pour 2020 pouvaient également être transférées entre les catégories de régions. Les zones les plus urbanisées ont été les plus touchées par le virus et nécessitaient des investissements supplémentaires en matière de soins de santé. ■

## PLUS D'INFORMATIONS

### Tableau de bord du coronavirus

Vue d'ensemble de toutes les [mesures de l'UE face au coronavirus](#)

Dernières actualités sur les réponses politiques spécifiques par pays et par région pour le FEDER/Fonds de cohésion

Dernières actualités sur les [réponses politiques spécifiques du FSE](#)



# Interreg organise son événement annuel en ligne

**L'édition 2020 de l'événement annuel Interreg a eu lieu dans des circonstances très particulières alors que nous sommes tous touchés par la pandémie de COVID-19.**

Le plus grand événement inscrit au calendrier d'Interreg a regroupé les autorités de gestion et les secrétariats conjoints de tous les programmes Interreg – y compris l'IAP et l'IEV CTF – pour discuter des défis et des possibilités en matière de coopération avec la Commission européenne.

L'événement de cette année voulait également célébrer les 30 ans d'Interreg. Loin de nous l'idée de ne pas marquer le coup! Nous avons simplement décidé de reporter les festivités à 2021, en espérant pouvoir fêter cela avec vous «en chair et en os».

Du 15 au 16 octobre, l'événement annuel d'Interreg s'est décliné dans un format strictement numérique, en marge de la #EURegionsWeek. La présidence allemande du Conseil de l'UE a également été associée à cet événement.

La réunion a commencé dans l'après-midi du 15 octobre 2020 par une séance plénière en présence d'Elisa Ferreira, commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes, d'un représentant de la présidence allemande du Conseil de l'UE et de M. Potočník, ancien commissaire. M. Potočník a prononcé un discours sur «le rôle de la coopération territoriale dans l'atteinte des objectifs de notre Pacte vert pour l'Europe».

Dans le cadre du dialogue des jeunes, également organisé cette après-midi-là, les jeunes qui connaissaient bien Interreg et la coopération ont présenté un manifeste sur l'avenir de la coopération.

Le 16 octobre 2020, des questions plus techniques relatives à l'exercice de programmation pour la période 2021-2027 ont été abordées, en particulier les aspects de fond de nos futurs programmes et la manière d'améliorer la coordination et la capitalisation. Cet exercice a pris la forme de sept ateliers parallèles, chacun consacré à un objectif politique (dont les deux objectifs propres à Interreg), qui ont été suivis d'une séance plénière sur la coordination, organisée avec le soutien d'Interact.



La Commission européenne souhaite remercier tous ceux et celles qui ont participé à l'événement annuel Interreg de cette année. Si l'édition de cette année a été très difficile à organiser d'un point de vue technique et que son format virtuel rendait impossible toute rencontre en personne, nous sommes ravis qu'elle ait offert des possibilités de mise en réseau et réussi à toucher la vaste communauté Interreg.

## La coopération transfrontalière dans le domaine de la santé – plus importante que jamais

L'atelier «Santé: Interreg NEXT & IAP CTF à l'œuvre», qui a eu lieu lors de la 18e Semaine européenne des régions et des villes, a mis en exergue l'importance de la coopération dans le domaine de la santé dans les régions frontalières sous différents angles. Des représentants de l'IAP CTF Bulgarie-Serbie, de l'IEV CTF Pologne-Biélorussie-Ukraine, de la CTF Belgique-France et du CESC (Service d'Europe centrale pour les initiatives transfrontalières) ont présenté des projets transfrontaliers en matière de santé couronnés de succès et ont discuté des obstacles et des défis qu'ils ont rencontrés.

La pandémie de COVID-19 nous a montré que la coopération transfrontalière dans le domaine de la santé ne revient pas seulement à améliorer la vie des habitants des régions frontalières et à renforcer la mobilité transfrontalière, mais qu'elle peut même avoir une influence sur les décisions de vie ou de mort des patients et, qu'à ce titre, elle revêt une importance plus capitale que jamais.





Projets en matière de santé dans le cadre d'Interreg IAP CTF  
Bulgarie-Serbie

Des intervenants de la DG SANTE, DG NEAR et DG REGIO de la Commission européenne ont complété le tableau en apportant des informations sur le soutien politique, financier et législatif connexe. Il ne fait aucun doute que les frontières intérieures et extérieures de l'UE sont confrontées à des défis différents: les systèmes nationaux de santé sont différents; les règles administratives et législatives varient d'un pays à l'autre; les langues et les régimes de visas peuvent constituer des entraves; et les qualifications professionnelles en matière de santé ne sont pas toujours reconnues de l'autre côté de la frontière. Mais une solution existe: continuer à travailler ensemble – poursuivre la collaboration!

## La deuxième semaine des stratégies macro-régionales de l'UE passe en mode virtuel!

Placé sous le slogan «repenser, se remettre, rétablir le contact», l'événement poursuit trois objectifs: repenser la nouvelle façon de coopérer et de vivre après la pandémie; se remettre des conséquences socio-économiques de la COVID-19, avec le soutien des SMR; et la nécessité de rétablir le contact avec les parties prenantes des quatre macrorégions afin de traduire les propos en actions sur le terrain.

La deuxième édition de la Semaine des stratégies macro-régionales (SMR) de l'UE se tiendra du 1er au 5 mars 2021, après le succès de son lancement au début de l'année.

Le programme se fonde sur le [rapport de la Commission](#) et les [conclusions du Conseil sur le deuxième rapport sur la mise en œuvre des SMR](#), qui:

- › donnent à toutes les parties prenantes les moyens de promouvoir un meilleur alignement entre les SMR et les fonds de l'UE
- › promeuvent la reprise post-COVID 19 soutenue par le
- › processus intégré par les SMR, et
- › favorisent une participation accrue des organisations de jeunesse et de la société civile.

De plus amples informations sur l'inscription seront publiées prochainement sur notre site web Info REGIO ou sur Twitter [@RegioInterreg](#). ■



# Coup de pouce aux PME et aux entreprises transfrontalières

Les petites et moyennes entreprises d'Europe forment la colonne vertébrale de l'économie européenne, représentant 99% de toutes les entreprises de l'UE. Il y a toutefois matière à amélioration, en particulier chez les PME actives dans les régions frontalières.

**A**ux côtés de ses partenaires dans les régions frontalières de l'UE, la Commission européenne œuvre à promouvoir l'internationalisation des PME de ces régions.

Les PME occupent une place de premier plan dans tous les pans de l'économie européenne, apportant de la valeur ajoutée à la compétitivité et à l'emploi en Europe. Même en cette période difficile de pandémie, elles se sont révélées de solides piliers de l'économie européenne. Toutefois, les frontières qui découpent l'Europe taillent souvent directement dans les marchés où opèrent les PME.

## Des liens commerciaux plus étroits

La réticence des PME à opérer par-delà les frontières s'explique par de nombreuses raisons. Afin de renforcer leurs opérations transfrontalières, la Commission européenne offre aux entreprises diverses possibilités d'internationalisation et de commercialisation dans ces régions.

«Une stratégie axée sur les PME pour une Europe durable et numérique», récemment publiée par la Commission européenne en mars 2020, reflète sa volonté d'internationaliser les PME. Cette stratégie s'articule autour des trois piliers suivants: renforcement des capacités et soutien à la transition vers la durabilité et la numérisation; réduction de la charge réglementaire et amélioration de l'accès au marché; amélioration de l'accès au financement.



Première visite d'étude en ligne, Espagne

D'après la communication de la Commission: «Les PME européennes sont confrontées à la complexité et au caractère contraignant de la législation, notamment en raison des procédures qui diffèrent d'un État membre à l'autre. Ces obstacles dissuadent bon nombre d'entre elles d'exercer des activités transfrontières, les empêchant de se développer en conséquence. Lorsqu'elles le font, elles doivent souvent avoir recours à de grandes plateformes en tant qu'intermédiaires, ce qui conduit à des inégalités dans le pouvoir de négociation.»

La Commission, de concert avec les gouvernements nationaux, régionaux et locaux, les chambres de commerce et d'autres partenaires, s'attache à améliorer les possibilités transfrontières des PME en Europe. Ses interventions clés sont notamment les suivantes: désigner un envoyé spécial de haut niveau pour les PME européennes; mobiliser les États membres à partager et adopter les meilleures pratiques; et encourager les États membres à mettre en œuvre le portail numérique unique d'une manière conviviale pour les PME.



## Prendre l'initiative

Le projet «INTER VENTURES» d'Interreg Europe est une initiative visant à améliorer l'internationalisation des PME, dans le cadre de laquelle coopèrent des partenaires originaires de cinq régions frontalières européennes de Hongrie/Croatie, d'Italie, de Lituanie, de Pologne et d'Espagne. Tous les partenaires et leurs régions en sont à des stades différents en ce qui concerne l'évolution des écosystèmes PME, allant d'une coopération transfrontalière occasionnelle à un regroupement international. Grâce à des visites d'étude, des échanges de bonnes pratiques et des réunions interrégionales – principalement par le biais d'activités virtuelles et en ligne –, les partenaires partagent leurs idées quant à la manière d'améliorer l'internationalisation des PME et de renforcer les régions européennes. Les enseignements tirés par les partenaires seront mis en œuvre dans une recommandation politique et un plan d'action.

INTER VENTURES a bénéficié d'un financement à hauteur de 1 376 708 euros du Fonds européen de développement régional pour la période de mise en œuvre allant du 1er août 2019 au 31 juillet 2022, qui sera probablement prolongée jusqu'à fin 2022. Dans le cadre de ce projet, l'Association des régions frontalières européennes (ARFE) apporte son soutien aux partenaires sous la forme de conseils sur leurs rapports et pratiques.

«KISS ME» est un autre projet Interreg portant sur les PME dans les régions frontalières. Il compare les approches adoptées par quatre régions frontalières différentes en termes de stratégies et de projets afin de promouvoir la participation des PME dans toute l'UE. Les partenaires de ces quatre régions présenteront leurs conclusions, qui étayeront l'élaboration des plans d'action. Les résultats seront communiqués au niveau européen afin que toutes les régions puissent renforcer la compétitivité de leurs PME par-delà les frontières. KISS ME a reçu une enveloppe de 977 413 euros du Fonds européen de développement régional, pour la période allant du 1er janvier 2017 au 30 juin 2021.



Atelier de planification d'actions, INTER VENTURES

Au vu du nombre d'initiatives prévues par les programmes de l'UE actuels et futurs, l'avenir des PME européennes s'annonce prometteur. Même dans des environnements transfrontaliers, la suppression des obstacles aux entreprises en Europe pourrait atteindre un moment décisif si ces annonces sont mises en œuvre correctement dans les territoires frontalières, permettant ainsi une collaboration efficace entre les PME dans une Europe plus verte, mieux connectée et plus intelligente.

Nombre de parties prenantes en Europe ont déjà reconnu la nécessité d'instaurer de meilleures conditions de coopération transfrontalière ainsi que la valeur des avantages qu'elles peuvent apporter, car la prospérité des entreprises européennes – dans tous les territoires – est synonyme de prospérité pour l'Europe et les Européens. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

Association des régions frontalières européennes (ARFE): <https://www.aebr.eu/>



# ***b-solutions aux obstacles transfrontaliers***

B



NL

Depuis 2017, l'Association des régions frontalières européennes (ARFE), un réseau paneuropéen de régions frontalières et transfrontalières, assure la gestion de l'initiative *b-solutions*. Elle vise à permettre aux organismes publics et aux structures transfrontalières de surmonter de manière systématique les écueils juridiques et administratifs aux frontières et d'accéder à un soutien technique spécialisé pour trouver des solutions.

Conçue par la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne, *b-solutions* a été développée afin d'amplifier les effets des mécanismes existants qui régissent la coopération transfrontalière le long des frontières terrestres intérieures des pays de l'UE et de l'AELE. Elle fait suite aux indications inscrites dans la communication de 2017 intitulée «[Stimuler la croissance et la cohésion des régions frontalières de l'UE](#)».

Malgré le succès rencontré par le régime de financement Interreg, qui s'étend sur 30 ans, les frontières nationales constituent toujours de nombreux obstacles à la croissance des régions frontalières européennes.

Les citoyens rencontrent toujours des problèmes lorsqu'ils franchissent les frontières en transport public, car les différentes règles nationales empêchent la création d'infrastructures communes. De même, les patients ne peuvent pas bénéficier de services de santé dans les pays voisins en raison de différences au niveau des systèmes de remboursement des coûts; les travailleurs frontaliers, quant à eux, doivent composer avec une fiscalité et des prestations sociales prêtant à confusion, car les États membres possèdent des systèmes de sécurité sociale différents.

Ce ne sont que quelques exemples des problèmes qui surviennent lorsque des cultures administratives et législatives différentes se rencontrent à la frontière. Les autorités locales, régionales ou nationales ne peuvent les résoudre sans une identification optimale et l'expertise technique nécessaire.

C'est pourquoi *b-solutions* permet aux organismes publics et aux structures transfrontalières d'obtenir des conseils juridiques dispensés par des experts externes qui analysent les obstacles identifiés et conçoivent des solutions sur mesure pour les surmonter. Ils créent ainsi des moyens nouveaux et efficaces pour favoriser les interactions transfrontalières qui, à leur tour, favorisent le processus général d'intégration européenne.





## Réalisations à ce jour

Depuis le début de 2018, trois appels à propositions différents ont été lancés par l'ARFE afin d'identifier de nouveaux obstacles dans huit **domaines thématiques** différents: transports publics de voyageurs, santé et services d'urgence, multilinguisme, emploi, coopération institutionnelle, renseignements et données, services d'information et e-gouvernement.

Jusqu'à présent, 66 obstacles ont été identifiés dans l'UE, dont 43 ont été analysés au cours des deux dernières années. Ils faisaient intervenir un large éventail de situations dans lesquelles la nature administrative ou juridique de l'obstacle n'était pas toujours des plus évidentes, mais s'apparentait plutôt à un labyrinthe aux dimensions multiples. En outre, les racines des problèmes identifiés étaient diverses et impliquaient différents niveaux législatifs et administratifs, du niveau européen au niveau local.

Malgré les similitudes entre les obstacles qui se dressent le long des différentes frontières, il n'existe aucune solution prête à l'emploi pour les résoudre. C'est la raison pour laquelle les experts ont proposé des solutions ciblées pour chaque cas, qui tiennent compte des spécificités des régions frontalières concernées.

Dans de nombreux cas, des modifications du cadre juridique s'imposaient. Les outils déjà à leur disposition, comme Interreg et le groupement européen de coopération territoriale, se sont avérés utiles, mais ils n'ont pas permis de résoudre les problèmes liés à un manque de cohérence ou de compatibilité entre les différentes dispositions juridiques transfrontalières. S'il avait été adopté, le mécanisme transfrontalier européen de la Commission aurait bien souvent pu apporter une solution immédiate.

De plus amples informations sur l'analyse des 43 obstacles sont incluses dans le premier **compendium de b-solutions**, élaboré par l'ARFE et la DG REGIO, et publié en juillet. Cette

publication donne une vue d'ensemble de l'initiative, propose une série de recommandations politiques aux décideurs politiques à différents niveaux, et fournit une description détaillée des obstacles identifiés, qui pourraient servir d'inspiration à d'autres parties prenantes.

## Quelle sera la suite?

Les **23 nouveaux obstacles** sélectionnés en novembre 2020 donnent davantage d'informations sur des situations très spécifiques qui ont lieu le long de plusieurs frontières de l'UE. Dans les mois à venir, des experts sélectionnés à l'issue d'un **appel à manifestation d'intérêt** et saisis des dernières affaires en date élaboreront de nouvelles stratégies pour surmonter les entraves existantes.

Ce n'est toutefois pas le «terminus» de *b-solutions*. Un quatrième et dernier appel à propositions, organisé en janvier 2021, aura pour objet d'identifier d'autres obstacles. Les organismes publics et les structures transfrontalières de l'UE et des pays voisins de l'AELE pourront à nouveau exprimer leurs préoccupations quant aux difficultés qu'ils rencontrent dans leurs efforts de coopération avec leurs voisins.

Les parties prenantes de la «famille Interreg» ne devraient pas manquer l'occasion de découvrir personnellement comment *b-solutions* s'attache à lever les obstacles juridiques et administratifs, car ce type de méthodologie pourrait devenir un outil utile au service du prochain Interreg 2021-2027.

Le quatrième appel sera lancé sur le **site web** de *b-solutions*. À la fin de sa mise en œuvre, une série de nouvelles publications à l'intention de spécialistes comme du grand public seront publiées à l'hiver 2021/22.

Malgré les circonstances inédites de 2020, *b-solutions* et la coopération transfrontalière ne baisseront pas les bras! ■



## POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.b-solutionsproject.com/>



# L'IPS-UE 2020 évalue la performance sociale et environnementale de l'Europe

L'édition 2020 de l'indice régional de progrès social de l'UE (IPS-UE 2020) a été lancée le 2 décembre en vue de la prochaine période de programmation de la politique de cohésion.

Cet indice vise à mesurer le progrès social pour chaque région européenne afin de compléter les mesures traditionnelles des progrès économiques, comme le produit intérieur brut (PIB). Défini dans le cadre des discussions sur le thème «Au-delà du PIB» en tant qu'alternative aux mesures traditionnelles ayant recours aux indicateurs économiques, l'IPS-UE 2020 utilise exclusivement des indicateurs sociaux et environnementaux pour mieux refléter le développement social.

L'édition 2020 suit le cadre général de l'[indice de progrès social](#) mondial, qui emploie 12 composantes qui sont ensuite regroupées dans trois dimensions plus larges décrivant respectivement les aspects de base, intermédiaires et plus subtils du progrès social. L'IPS-UE 2020 intègre 55 indicateurs statistiques, provenant essentiellement d'Eurostat mais aussi d'autres sources comme le Gallup World Poll, l'Agence européenne pour l'environnement, le Quality of Government Institute et l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

Il est conçu pour faciliter l'analyse comparative des régions de l'UE à l'aune d'un large éventail de critères et aide les décideurs politiques et les parties prenantes à évaluer les forces et faiblesses d'une région sur la base d'aspects purement sociaux et environnementaux. Un grand nombre de ces aspects occupent une place nodale dans les investissements soutenus par la politique de cohésion, que ce soit dans le domaine des services de base (santé, éducation, eau et déchets), de l'accès aux technologies de l'information et de la communication, de l'efficacité énergétique, de l'éducation et des compétences, ou de la pollution.

Les résultats de l'indice sont calculés sur une échelle de 0 à 100, où 0 correspond au niveau de progrès social le plus mauvais et 100, au meilleur. Cette échelle est déterminée grâce à l'identification des meilleures et pires performances (possibles) générales enregistrées par quelque région que ce soit en Europe pour chaque indicateur.



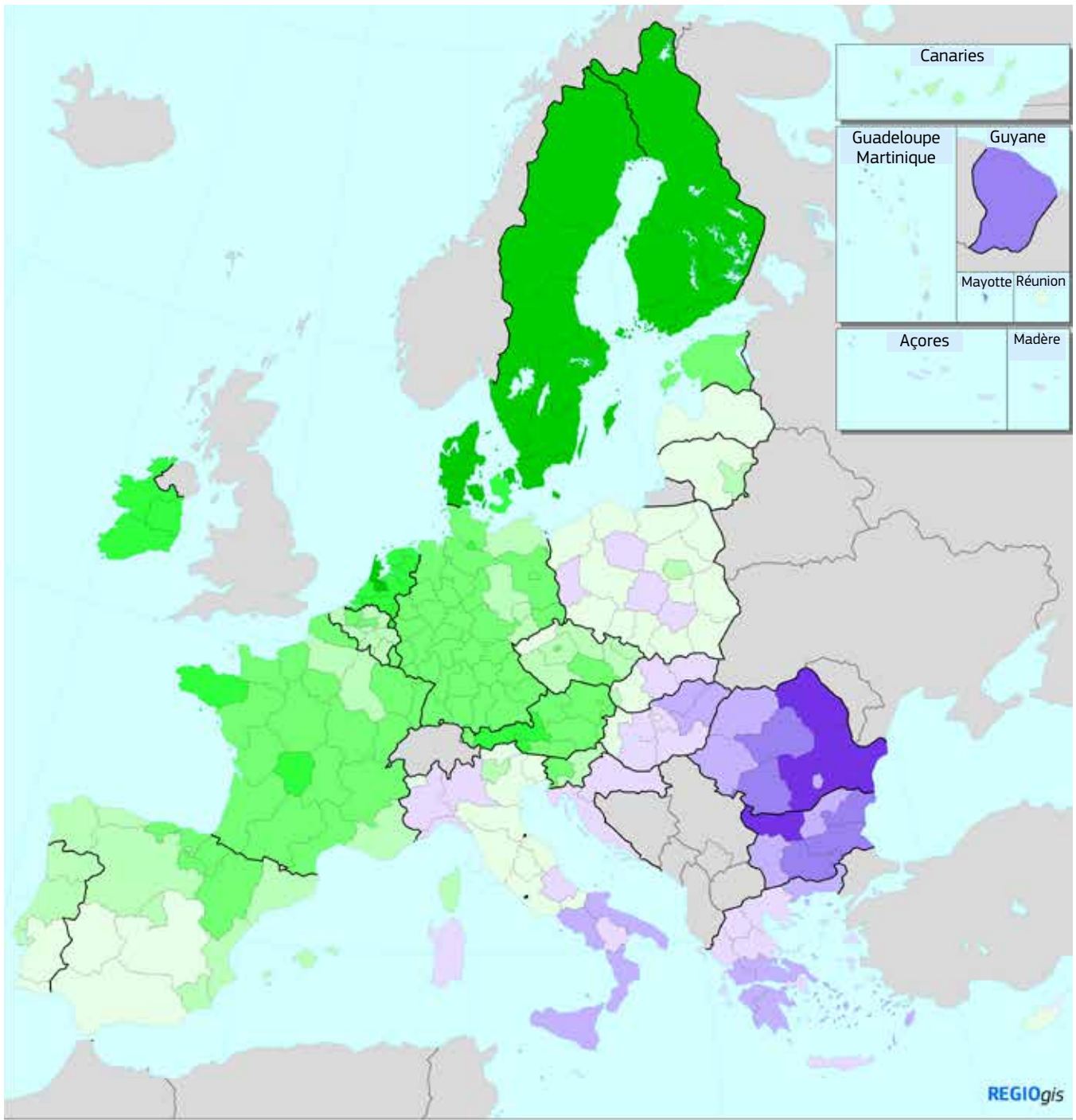
Les résultats de 2020 montrent que les disparités sociales varient énormément d'une région à l'autre et en fonction des différents aspects du progrès social. Les pays nordiques affichent de très bons résultats, alors que les pays du sud-est sont à la traîne. Les dix premières régions appartiennent toutes à la Suède, à la Finlande ou au Danemark. La région d'Övre Norrland, en Suède, affiche le niveau de progrès social le plus élevé de l'UE (comme c'était le cas dans la première édition de l'indice en 2016) et est suivie de la région d'Helsinki-Uusimaa, en Finlande, et de celle de Mellersta Norrland, en Suède.

Les résultats montrent qu'en moyenne, les régions de l'UE s'en sortent mieux sur les aspects de base. Les composantes de base peuvent afficher de bons niveaux, notamment en investissant davantage dans le traitement des eaux usées et le logement social. La dimension «opportunités» met au jour de plus grands écarts: certaines régions obtiennent de très bons résultats alors que d'autres affichent des performances médiocres. Cette dimension comprend des aspects plus subtils du progrès social qui sont plus difficiles à améliorer, comme la lutte contre la corruption dans les institutions publiques et les mesures aidant les femmes à entrer et rester sur le marché du travail.

L'édition 2020 est le fruit d'une suite d'améliorations minutieuses apportées à l'ensemble d'indicateurs et à la fiabilité des données régionales. Plusieurs outils interactifs sont disponibles sur le site web d'Europa, notamment des tableaux, des cartes et des diagrammes à barres personnalisables, le document méthodologique et le rapport interactif sur le portail des données ouvertes des fonds ESI.



# Indice européen de progrès social régional – IPS-UE 2020



Indice européen de progrès social régional – IPS-UE 2020

Indice



Sources: DG REGIO  
Remarque: Unité de mesure: résultat entre 0 et 100



© EuroGeographics Association pour les limites administratives





# Les villes d'Europe et des Amériques font équipe dans le domaine de la durabilité urbaine

**Des avenues adaptées aux piétons et aux vélos jadis bondées de voitures aux fermes qui renforcent la sécurité alimentaire dans les quartiers pauvres, la collaboration entre les villes d'Europe et des Amériques est un moteur du développement urbain durable et facilite la vie en période de pandémie. Les participants au programme de coopération urbaine internationale ont présenté ces résultats innovants, et d'autres, à l'occasion de la Semaine européenne des régions et des villes 2020.**

**F**inancé par l'UE, le programme de coopération urbaine internationale (CUI) s'appuie sur le principe selon lequel les pays ont un intérêt commun à promouvoir un développement urbain respectueux de l'environnement qui favorise la création de villes intelligentes vivables, centrées sur leurs habitants et qui utilisent efficacement les ressources.

Depuis le début de cette initiative en 2017, des villes des quatre coins d'Europe ont fait équipe avec leurs sœurs du monde entier – Amérique du Nord (CUI-AN) et Amérique latine et Caraïbes (CUI-ALC) – pour partager les connaissances et les meilleures pratiques en matière de solutions durables aux problèmes urbains. Lors d'une session de la Semaine européenne des régions et des villes, organisée le 13 octobre 2020, des participants de ces régions du monde ont présenté le fruit de cette collaboration – certaines contribuent à la mise en œuvre des protocoles COVID-19 de santé publique et ouvrent la voie à un mode de vie urbain plus vert dans le monde d'après-pandémie.

«En agissant comme un seul homme, nous sommes convaincus que les villes seront capables de sortir le navire des eaux troubles pour mettre le cap vers un avenir meilleur», a déclaré Rudolf Niessler, conseiller principal pour les relations internationales à la DG REGIO, dans son allocution liminaire.

Rassemblant plus de 100 représentants des villes participant au programme CUI, la session comportait deux panels: le premier consacré à la mobilité et la transformation numérique, et le second sur l'économie circulaire et la transition énergétique.

## Mobilité

La capitale de l'Argentine, Buenos Aires, et sa consœur espagnole, Madrid, ont travaillé en étroite collaboration – se contactant souvent pour obtenir des conseils en temps réel – à mesure qu'elles transformaient leurs grandes artères, aux prises avec des problèmes communs (pollution, circulation et gestion des déchets), en espaces piétonniers et vivables.

Les résultats constituent une victoire pour les citoyens. À Buenos Aires, par exemple, une portion de 75 % de l'avenue Corrientes, qui abrite de nombreux théâtres, librairies, hôtels et restaurants, est désormais piétonnière, précise Juan Vacas, du ministère de l'espace public de Buenos Aires.

Ce nouvel espace public s'est révélé salutaire pour la ville pendant la crise de COVID-19. Non seulement il a permis la création d'une nouvelle piste cyclable transitoire, ainsi que de pistes cyclables et de trottoirs en tant que substituts aux transports publics, mais il a aussi permis aux restaurants d'asseoir leurs





clients à des tables installées sur le trottoir quand il était interdit de consommer à l'intérieur, a expliqué M. Vacas pendant la session. En outre, il est prévu d'organiser les spectacles culturels en extérieur, car la pandémie perdure, a-t-il ajouté.

## Transformation numérique

La ville italienne de Turin a collaboré avec un consortium de six municipalités brésiliennes, de la région du Grand ABC, afin de partager leur savoir-faire dans un éventail de domaines à vocation technologique. Il s'agit notamment des routes intelligentes et de la «mobilité en tant que service», aussi appelée «MaaS», qui intègre plusieurs moyens de transport et permet de réserver et de payer un ticket et de planifier un trajet sur une plateforme numérique commune.

La coopération dans le cadre de la CUI va permettre au Grand ABC de devenir le premier consortium public au Brésil à centraliser la gestion de la mobilité d'un groupe de municipalités.

## Économie circulaire

Afin d'améliorer la qualité de la vie dans un quartier où 78 % de la population est en proie à l'insécurité alimentaire, la ville de Barranquilla, en Colombie, met en œuvre un projet pilote d'agriculture urbaine qui utilise une feuille de route élaborée par la capitale de l'Italie.

«Les jardins urbains représentent une excellente façon de rendre notre système alimentaire plus durable», a déclaré Manuel Trujillo, rattaché à la mairie de Barranquilla. «Maintenant, grâce à la méthodologie de Rome, nous n'avons pas à partir de zéro.»

Le projet pilote associe des partenaires issus des secteurs public et privé, ainsi que de la société civile. À ses débuts, il a aussi soigneusement tenu compte de la communauté vivant aux alentours de la ferme – des migrants de zones rurales qui possèdent des compétences agricoles.

Le projet pilote pourrait aboutir à une initiative plus importante à l'échelle de la ville qui «renforcerait vraiment notre économie circulaire», a déclaré M. Trujillo.

## Transition énergétique

Grâce à son partenariat avec la capitale de la Lettonie, Riga, la ville d'Edmonton, au Canada, a changé son fusil d'épaule concernant l'utilisation de l'hydrogène pour chauffer les habitations et alimenter les transports publics.

«Notre électricité et notre gaz naturel bon marché ont été, pendant très longtemps, une solution très facile», a déclaré Maurya Braun, rattachée à la ville d'Edmonton, pendant la session. Mais, grâce à la CUI, cette situation pourrait bientôt changer.

L'équipe de cette ville canadienne s'est inspirée de Riga et de son utilisation de l'hydrogène – y compris le fait que ses trolleybus hybrides fonctionnent bien dans des climats froids et affichent une autonomie plus longue que ceux alimentés uniquement à l'électricité –, et en a parlé à l'administration urbaine et au conseil consultatif d'Edmonton.

«Nous avons ainsi intégré des véhicules à pile à combustible à hydrogène et utilisons l'hydrogène pour chauffer les bâtiments dans notre deuxième cycle de modélisation technique en faveur de la transition énergétique d'Edmonton», a déclaré Mme Braun. ■

## REPENSER LES VILLES DE L'APRÈS-PANDÉMIE

Étant donné que les villes du monde entier sont les plus touchées par la crise de la COVID-19 et qu'elles abritent plus de la moitié de la population mondiale, il importe plus que jamais de trouver des solutions mondiales pour garantir leur avenir.

Grâce aux contributions de plus de 30 villes d'Europe et d'Amérique latine recueillies dans le cadre de sept webinaires, les «**Dialogues ouverts CUI-ALC**» donnent des conseils sur la façon dont les centres urbains peuvent s'adapter au mieux à la «nouvelle normalité» à l'avenir.

Ils exposent les enseignements tirés de la pandémie et formulent des recommandations sur les éléments auxquels donner la priorité pour les années à venir. Il s'agit, entre autres, de la nécessité de réaménager les espaces urbains, de promouvoir une utilisation accrue des ressources renouvelables et de reconfigurer les industries.

À ce titre, il est notamment essentiel de relancer et de repenser le tourisme, véritable moteur économique pour de nombreuses villes. Par ailleurs, cette publication cherche à savoir si la pandémie pourrait favoriser un avenir urbain plus vert et une refonte de l'approche de la résilience au climat.

[http://iuc-la.eu/wp-content/uploads/2020/09/EN\\_Dialogos\\_abiertos.pdf](http://iuc-la.eu/wp-content/uploads/2020/09/EN_Dialogos_abiertos.pdf)

## POUR EN SAVOIR PLUS

<http://iuc-la.eu/en/>

# Les instruments financiers de la politique régionale sont prêts à relever les défis de l'UE

La conférence «fi-compass», qui s'est déroulée en ligne les 1er et 2 décembre 2020, était consacrée aux instruments financiers de la politique régionale. Cet événement FEDER/FC a attiré plus de 500 participants issus, entre autres, des autorités de gestion, des gouvernements nationaux et régionaux, de la Commission européenne, de la Banque européenne d'investissement et des intermédiaires financiers publics et privés.

Un message d'Elisa Ferreira, commissaire en charge de la cohésion et des réformes, a ouvert le bal en soulignant le caractère unique de la prochaine période de programmation en ce qu'elle allie une politique de cohésion renforcée aux nouveaux instruments «Next Generation», qui appuieront les réformes et les investissements d'une ampleur sans précédent.

Le budget de l'UE pour les années à venir va presque doubler pour se monter à quelque 1 800 milliards d'euros. Cette occasion unique s'accompagne cependant d'une grande responsabilité, non seulement pour assurer une reprise efficace, mais aussi pour mieux reconstruire, pour investir de façon judicieuse dans une économie plus verte, plus numérique et plus compétitive tout en garantissant qu'aucune région ne soit laissée pour compte. La commissaire a invité à la prudence, précisant que les ressources financières mises à la disposition des États membres seront d'une ampleur sans précédent – au même titre que les besoins en matière d'investissement et de réforme –, voire plus importantes. C'est la raison pour laquelle nous aurons besoin d'une étroite coordination entre toutes les sources de financement de l'UE et des instruments financiers plus nombreux.

La commissaire a indiqué que les nouveaux règlements offrent davantage de possibilités et une plus grande flexibilité aux instruments financiers de la politique de cohésion, permettant ainsi à toutes les parties prenantes de profiter de leurs retombées: rentabilité, qualité des projets, effet de levier et mise en œuvre. Pour ce faire, il nous faut démontrer que le rôle des instruments financiers n'est pas de soutenir les banques ou les institutions financières, mais de favoriser les investissements dans l'économie réelle, dans la cohésion.

Ces messages ont trouvé un écho dans l'intervention du directeur général adjoint de la DG REGIO, Normunds Popen, qui a souligné l'importance des instruments financiers pour la politique de cohésion, citant des exemples d'IF efficaces. Il a également insisté sur le fait qu'il est nécessaire d'évaluer leur potentiel dans le secteur urbain, un objectif politique clé de la nouvelle période. Les instruments financiers ont un rôle clair à jouer à l'heure de soutenir les investissements dans l'environnement urbain.

L'événement a également pu compter sur l'intervention de Mme Lilyana Pavlova, vice-présidente de la BEI, qui a exprimé la volonté de la Banque à poursuivre et à renforcer son soutien à la politique de cohésion par le truchement de ses activités de prêt, de gestion de mandats et de conseil.

La conférence en ligne s'est en partie déclinée sous une forme modulaire afin de permettre aux participants d'assister aux sessions qui répondaient à leurs intérêts spécifiques. Les instruments financiers, qui comprennent les prêts, les garanties, les fonds propres ou quasi-fonds propres, resteront un important mécanisme de mise en œuvre des ressources de la politique régionale et urbaine au cours de la période de programmation 2021-2027.

«*Aujourd'hui, nous nous engageons dans la prochaine décennie, nous fixons le cap des nouveaux programmes de cohésion, nous nous lançons sur la voie de la reprise, nous faisons voile vers un avenir nouveau et plus vert. Nous devons mettre l'accent sur la façon de relever les défis, d'optimiser les investissements et de créer des régions plus fortes et plus compétitives. Les instruments financiers joueront un rôle clé et, à ce titre, cette conférence arrive à point nommé.*»

Elisa Ferreira, commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes





Cet événement, intitulé cette année « Instruments financiers de la politique régionale prêts à relever les défis de l'UE », a couvert plusieurs thèmes horizontaux clés en lien avec la mise en œuvre des instruments financiers :

- Une session d'information sur le nouveau RDC proposé et d'autres règlements clés. Le RDC proposé introduit plusieurs innovations visant à simplifier et à améliorer les synergies entre les différents instruments politiques de l'UE.
- Une session en présence d'experts de la DG ENER et de la DG REGIO portant sur le financement de la stratégie « une vague de rénovations » de l'UE par le biais d'instruments financiers combinés à des subventions. Un parc immobilier rénové et amélioré dans l'UE permettra d'ouvrir la voie à un système énergétique décarboné et propre. La rénovation des bâtiments publics et privés est essentielle à cet égard, et elle a été identifiée comme fondamentale dans le « Pacte vert pour l'Europe » afin de promouvoir l'efficacité énergétique dans le secteur. Les instruments financiers, conjugués aux subventions, jouent un rôle crucial dans la mobilisation du financement nécessaire dans les États membres.
- La DG REGIO et la BEI ont présenté des pistes afin que les États membres puissent préparer des programmes favorables aux instruments financiers.
- Le deuxième jour, une session a été consacrée au programme InvestEU. Des présentations et une session thématique ont donné de plus amples informations sur l'état d'avancement du « compartiment États membres » du fonds InvestEU; les produits et les priorités politiques dans le cadre des volets stratégiques PME et RID (la DG GROW et la DG RTD ont présenté les dernières avancées en la matière); la ligne de démarcation entre les compartiments « États membres » et « UE »; et l'avis de deux États membres, la Pologne et la Finlande, sur la mise en place d'un compartiment « États membres ».
- Les sessions parallèles ont porté sur les instruments financiers dans les secteurs clés du nouveau cadre financier pluriannuel: le financement des PME et l'efficacité énergétique.



Une fois encore, le grand nombre de participants a témoigné de l'intérêt suscité par les instruments financiers ainsi que de l'engouement des parties prenantes pour ce sujet.

La Commission européenne (DG REGIO, DG AGRI, DG EMPL et DG MARE), en partenariat avec la BEI, a mis en place la plateforme [fi-compass](#) pour proposer des services de conseil sur les instruments financiers utilisés dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens. Elle est conçue pour aider les autorités de gestion et les autres parties prenantes en leur apportant un savoir-faire pratique et des outils d'apprentissage, dont des séminaires de formation individuels et la participation à d'autres événements qui sont autant d'opportunités de se constituer de vastes réseaux.

Les présentations de l'événement seront disponibles sur [fi-compass](#). Pour toute autre question en lien avec les présentations de l'événement, le nouveau RDC proposé ou le programme InvestEU, veuillez contacter: [REGIO-B3-FINANCIAL-INSTRUMENTS@ec.europa.eu](mailto:REGIO-B3-FINANCIAL-INSTRUMENTS@ec.europa.eu) ■



**fi**  **compass**

#### POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.fi-compass.eu/video/>

[combination-financial-instruments-and-grant](https://www.fi-compass.eu/video/energy-efficiency-housing)

<https://www.fi-compass.eu/video/energy-efficiency-housing>

# 18<sup>e</sup> SEMAINE EUROPÉENNE des RÉGIONS et des VILLES



#EURegionsWeek

## L'événement annuel qui met en valeur villes et régions atteint de nouveaux sommets en ligne

Malgré les nombreuses incertitudes liées à la COVID-19, la 18<sup>e</sup> Semaine européenne des régions et des villes a une fois de plus battu son record de fréquentation. Cette édition en ligne a tenu environ 500 sessions virtuelles rassemblant quelque 12 000 participants qui, en prime, ont eu le plaisir d'assister à une exposition virtuelle.

L'événement, placé sous le slogan «Redémarrer.Europe. Ensemble», s'est étalé sur trois semaines, chacune consacrée à un groupe thématique différent.

La première semaine était consacrée à l'[autonomisation des citoyens](#), avec des sessions de travail sur des sujets allant de la démocratie électronique à la cocréation dans les services publics, en passant par l'entrepreneuriat et bien d'autres.

La deuxième semaine, axée sur la [cohésion et la coopération](#), comptait le plus grand nombre de sessions de travail, sans oublier une foule de moments politiques marquants.

Quant à la troisième semaine, dédiée à une «[Europe verte](#)», son coup d'envoi a été donné par l'ouverture de la Semaine verte, organisée par la DG Environnement. Le programme a exploré le thème d'une Europe verte, au moyen de sessions de travail sur des sujets comme la localisation du Pacte vert pour l'Europe, l'efficacité énergétique et la biodiversité.



Margaritis Schinas, vice-président de la Commission européenne, était l'invité d'honneur du premier épisode du mini-documentaire «Ensemble, nous avons construit l'Europe»

Nouveauté de cette année, la plateforme [Live&Replay](#) a hébergé les enregistrements de toutes les sessions, ce qui a permis à l'événement d'accueillir encore plus de participants.

L'événement a été inauguré par la diffusion du mini-documentaire «Ensemble, nous avons construit l'Europe», comptant sept épisodes qui présentent l'évolution de l'UE et la naissance de la politique de cohésion, et sa contribution à l'édification de l'Union. Après chaque diffusion, deux intervenants (un ancien représentant de l'UE et un jeune citoyen de l'UE) ont discuté de l'épisode en ligne.





THE EUROPEAN AWARDS FOR INNOVATIVE PROJECTS



ESA BIC

TAKE THE COOL  
FOOD CHALLENGE

E-SCHOOLS



SHICC

ENERGY  
@SCHOOLTIME IS NOW  
FOR CHANGE

Regiostars 2020: cérémonie de remise des prix

## Dialogue citoyen

Les jeunes participants au Dialogue citoyen ont qualifié d'«inspirante», «enrichissante» et «gratifiante» la session, qui a eu lieu le 12 octobre 2020. Un débat intergénérationnel a été organisé entre les jeunes et Elisa Ferreira, commissaire en charge de la cohésion et des réformes, sur l'influence de la politique de cohésion sur les jeunes.

## Cérémonie des prix REGIOSTARS

Depuis 2008, les meilleurs projets de la politique de cohésion de l'UE sont sélectionnés, chaque année, pour les prix REGIOSTARS par un jury impartial. Cette année, les catégories étaient les suivantes: Croissance intelligente: Transition industrielle pour une Europe intelligente, Croissance durable: Économie circulaire pour une Europe verte, Croissance inclusive: Compétences et éducation pour une Europe digitale, Développement urbain: Engagement des citoyens en faveur de la cohésion des villes européennes, et 30 ans d'Interreg: Les jeunes et la coopération au-delà des frontières, en tant que thème de l'année. Le public a également eu son mot à dire en votant pour le Prix du public.

L'édition 2020 a comptabilisé le plus grand nombre de candidatures jamais présentées: 206! Cela témoigne de «la valeur croissante de ce concours, qui met sous le feu de la rampe les meilleures pratiques de la politique de cohésion de l'UE et récompense les bénéficiaires de projets dévoués pour leur excellente mise en œuvre des fonds de l'UE sur le terrain», selon la commissaire Ferreira.

Annoncé par Paolo Gentiloni, commissaire en charge de l'économie, le lauréat de la catégorie «Croissance intelligente» est «ESA BIC», de la région du Centre, au Portugal. Le prix de la «Croissance durable, annoncé par Virginius Sinkevičius, commissaire en charge de l'environnement et des océans, a été



Elisa Ferreira (devant à gauche) a rejoint le Dialogue citoyen aux côtés de jeunes étudiants en journalisme et des participants au programme «At the School of Open Cohesion»

décerné à «Take the Cool Food Challenge», du programme Interreg France (Manche). Le lauréat du prix de la «Croissance inclusive», remis des mains de Nicolas Schmit, commissaire en charge de l'emploi et des droits sociaux, est «E-SCHOOLS», de Croatie. Le lauréat de la catégorie «Développement urbain» a été annoncé par Věra Jourová, vice-présidente de la Commission européenne en charge des valeurs et de la transparence: «SHICC – Sustainable Housing for Inclusive and Cohesive Cities», financé par le programme Interreg nord-ouest de l'Europe. Comme l'a annoncé Mariya Gabriel, commissaire en charge de l'innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse, le lauréat du prix du thème de l'année, à savoir les «30 ans d'Interreg», est «ENERGY@SCHOOL», financé par Interreg Europe centrale. Enfin, annoncé par le porte-parole principal de la Commission européenne, Eric Mamer, le Prix du public, avec 8 300 voix recueillies en sa faveur, est attribué au projet «Time is now for change», du programme Interreg Lituanie-Pologne.



Anastasia Lopez (Autriche) et Francisco Sezinando (Portugal) acceptent leur récompense pour le prix Megalizzi-Niedzielski pour les journalistes en herbe

## Le programme médiatique

Plusieurs journalistes ont bravé la pandémie afin d'assister en personne au programme à Bruxelles. L'événement a fait l'objet de 733 rapports dans toute l'UE et au-delà.

Pour la deuxième année depuis la mort tragique d'Antonio et de Bartosz à Strasbourg, un prix en leur honneur a été décerné à deux jeunes journalistes parmi les plus prometteurs d'Europe. Annoncés par la commissaire en charge de la cohésion et des réformes, Elisa Ferreira, les lauréats du Prix Megalizzi-Niedzielski 2020 sont Anastasia Lopez d'Autriche et Francisco Sezinando du Portugal, tous deux récompensés pour le travail remarquable qu'ils ont accompli jusqu'à présent en tant que journalistes en herbe.

## Live&Replay (Direct et rediffusion)

Cette 18<sup>e</sup> édition de la Semaine européenne des régions et des villes a également été marquée par la [plateforme Live&Replay](#), qui a permis à tous les participants et à ceux et celles qui s'y intéressent toujours de regarder l'enregistrement de toutes les sessions. La plateforme restera active pendant un an. ■

Les préparatifs de la prochaine édition de cet événement, qui aura lieu du 11 au 14 octobre 2020, ont d'ores et déjà commencé (inscrivez la date dans votre agenda!). Grâce aux commentaires des participants, l'édition 2021 s'articulera autour de quatre thèmes: vert, cohésion, citoyens et numérique. **Nous nous réjouissons de vous retrouver l'année prochaine!**

## PROGRAMME YOUTH4REGIONS

*Voici un nouvel article soumis par une jeune journaliste qui a participé au concours de blogs YOUTH4REGIONS.*

Le programme Youth4Regions promeut la formation de la prochaine génération de journalistes spécialisés en politique régionale. Il encourage ces jeunes européens à communiquer sur les projets financés par l'UE.



# Au cœur de l'Europe: son peuple

Octobre 2020: En ce qui me concerne, entre missions universitaires et projets en freelance, réunions mouvementées devant mon écran et balades en solitaire sur la plage, ce mois d'octobre aura été bien rempli.

**A** lors qu'à l'échelle mondiale, le virus resserrait encore une fois son emprise sur la planète et colorait aveuglément de rouge monochrome les régions. Malgré cela, j'ai pu participer à l'édition 2020 du programme média Youth4Regions, organisée à Bruxelles. Plus de 20 jeunes journalistes issus des quatre coins de l'Europe et au-delà ont couvert, en tant que membres de la presse, la 18e Semaine européenne des régions et des villes.

Je pourrais parler des acquis de cette expérience, de mon enthousiasme à l'idée d'obtenir sur l'avenir du journalisme en Europe des informations de première main auprès des médias que je consomme quotidiennement, ou encore du bonheur d'explorer le journalisme mobile, qui m'a sortie de ma zone de confort d'écriture.



Marta est une journaliste numérique européenne et italienne qui couvre les questions sociales, les droits de l'homme et l'environnement. Étudiante en journalisme Mundus, spécialisée dans la guerre et les conflits entre

le Danemark et le Royaume-Uni, elle a entendu parler de Youth4Regions grâce au bon vieux bouche-à-oreille et a pensé que ce serait une excellente occasion de découvrir le journalisme et l'identité européenne.

Je pourrais parler du sentiment que j'ai éprouvé à me trouver à l'épicentre de l'appareil décisionnel au sein duquel je voulais travailler avant de me lancer dans le journalisme. Être aux premières loges, voir des politiciens de haut rang, ouverts aux jeunes, leur prêter une oreille attentive et faire preuve de modestie en proposant aux professionnels des médias une alliance pour rendre l'Europe verte, numérique et cohésive, ces moments exceptionnels m'ont donné espoir et ont renouvelé mon engagement en faveur de la solidarité paneuropéenne.





La commissaire Elisa Ferreira aux côtés des deux lauréats (à sa gauche), des fonctionnaires de la Commission et les autres finalistes du prix Megalizzi-Niedzielski pour les journalistes en herbe

Je pourrais évoquer ma surprise d'avoir été retenue pour le prix Megalizzi-Niedzielski et mon malaise au moment où mon travail était mis à l'honneur sous les feux de la rampe, car je suis de nature plutôt modeste et j'ai plus l'habitude d'être derrière la caméra que devant.

Mais, au lieu de mentionner tout cela, j'aimerais plutôt parler des gens. Par ces temps de coronavirus, pouvoir rencontrer d'autres personnes que celles avec qui vous partagez votre quotidien est une expérience hautement enrichissante. Mes «promenades» dans les couloirs des bâtiments de l'UE n'avaient plus rien de solitaire, même s'il fallait respecter les règles de distanciation sociale et, à l'évidence, elles n'avaient plus lieu au bord de la mer! Mais la valeur ajoutée de ces liens humains réside dans le caractère unique des participants, qui sont talentueux, dévoués et ouverts. Issus d'horizons culturels, universitaires et professionnels différents, ils poursuivent tous le même objectif: faire du bon journalisme, un journalisme qui lutte contre le populisme et la désinformation et apporte des faits, des solutions et de l'espoir. J'ai beau être habituée à vivre dans un environnement international, je ne cesserai jamais de m'étonner de ce que des personnes issues d'horizons différents – quoiqu'un peu trop «blanches» – et réunies dans une même pièce sont capables d'accomplir.

Adolescents et personnes à la fin de la vingtaine ont eu l'occasion d'échanger leurs expériences personnelles et professionnelles ainsi que leurs points de vue sur le monde et l'influence de l'UE dans leur région respective. Ce qui m'a surtout frappée, c'est l'esprit d'entraide qui régnait, que ce soit en proposant de relire un article ou en aidant à filmer une interview «pour que tu puisses te concentrer sur les questions».

Il s'agit d'une métaphore, d'une méta-représentation du rêve européen lui-même. Travailler ensemble, en dépit de, ou grâce à, nos différences.

J'ai quitté cet événement mue par le désir de revenir, la détermination de renforcer les collaborations transfrontalières avec les visages que j'ai côtoyés pendant un peu moins d'une semaine, et la conviction que si l'UE est parvenue à nous faire sentir proches et connectés en tant qu'êtres humains en cette période de bouleversements, elle sera capable de surmonter des épreuves encore bien plus difficiles. Au-delà de l'institution et de l'ensemble des valeurs, l'UE est (là pour) les personnes. Au final, c'est tout ce qui importe. ■

*Marta Silvia Viganò*

*Participante au programme Youth4Regions 2020 pour les journalistes en herbe*



# Politique de cohésion: travailler étroitement avec et en faveur des citoyens



Depuis sa mise en place, la politique de cohésion de l'UE œuvre en faveur des citoyens, garantissant que les décisions sont prises le plus près possible d'eux en inscrivant le partenariat dans son ADN.

Elle a immensément contribué à résorber les inégalités au niveau des possibilités, des territoires et des conditions de vie. Les investissements dont elle a été la source visaient à rendre l'économie plus dynamique et plus compétitive, créer des emplois de qualité, offrir une éducation et une formation de qualité aux jeunes, accroître la mobilité et l'accessibilité, protéger l'environnement et améliorer les conditions de vie dans nos villes et nos communautés. À ce titre, il est tout naturel qu'elle soit aussi la politique la plus proche des citoyens de l'UE.

À ce jour, la politique de cohésion a enregistré plusieurs bons exemples de participation active des citoyens, des communautés locales et de la société civile. Les stratégies de développement menées à l'échelon local (CLLD), les investissements territoriaux intégrés dans les villes, les actions innovatrices urbaines et la coopération transfrontalière Interreg sont autant d'exemples de la façon dont les investissements dans le développement local rejoignent les intérêts et les souhaits de leurs bénéficiaires.

À plus grande échelle, les stratégies macrorégionales et les partenariats dans le cadre du programme urbain pour l'UE s'essaient de manière fructueuse à différentes méthodes de gouvernance participative.

L'innovation est également un puissant moteur de participation. La plateforme de données ouverte des Fonds structurels et d'investissement européens a fait de la politique de cohésion la politique d'investissement la plus transparente de notre époque, dévoilant sa mise en œuvre comme ses résultats. L'utilisation de données ouvertes a ouvert la voie à des initiatives de suivi civique actif.

Les «pactes d'intégrité» permettent aux organisations de la société civile de s'assurer que les dépenses publiques dans les projets financés par l'UE sont fiables et sérieuses, ce qui améliore à la fois la confiance dans les marchés publics et la qualité de leurs résultats. De manière similaire, le projet pilote baptisé «At the School of Open Cohesion» a favorisé la participation active des élèves afin que ceux-ci veillent à ce que les projets menés dans leur ville ou territoire produisent réellement les résultats escomptés. En 2021-2027, l'accès à l'information facilitera la participation.



## Renforcer les liens

Une participation véritable et significative des citoyens à la politique de cohésion représente un changement de paradigme. Les institutions publiques qui s'ouvrent à la participation des citoyens n'ont rien à craindre. Au contraire, elles ne peuvent que tirer profit d'une relation renouvelée et renforcée avec ceux envers qui elles doivent rendre des comptes.

Parallèlement, en prenant part aux décisions importantes concernant leur avenir, les citoyens ressentiront un sentiment d'autonomisation et un sens des responsabilités accru. Il s'agit d'une situation gagnant-gagnant type, qui entraîne une meilleure gouvernance – c'est-à-dire une administration de confiance qui crée de manière proactive des possibilités pour les parties prenantes de participer –, un meilleur renforcement des capacités et apprentissage, et une plus grande cohésion sociale qui repose sur un fort sentiment d'appropriation.

C'est la raison pour laquelle Elisa Ferreira, commissaire en charge de la cohésion et des réformes, a envoyé un message fort à tous les États membres et régions lors d'une conférence de haut niveau organisée en février cette année: «Le moment est venu d'associer les citoyens à la politique de cohésion». La tendance est irréversible et nous avons fait un pas en avant en promouvant une série d'initiatives, d'ores et déjà déployées, en soutenant et en incitant les autorités de gestion et les organisations de la société civile à faire des citoyens, outre des bénéficiaires, aussi des participants, des solutionneurs de problèmes et des décideurs.

La cocréation ne s'avère toutefois efficace que lorsqu'elle devient une caractéristique permanente et un comportement standard. La possibilité de façonner une région est à la fois un avantage et une grande responsabilité, et les citoyens devraient la trouver utile.

## Investir dans notre avenir

Les enjeux des prochaines années sont de taille. Nous devons faire en sorte que les investissements de l'UE prévus par le nouveau budget à long terme de l'UE et de l'instrument «Next Generation EU» favorisent la reprise de l'économie européenne au lendemain de la pandémie de coronavirus et concrétisent la transition verte et numérique. Ils contribueront à bâtir une société plus résiliente, fondée sur la solidarité et des objectifs communs.

Afin de s'assurer que personne n'est laissé pour compte, la transition juste devra reposer sur un partenariat véritable et efficace avec les forces économiques des régions concernées, mais devra aussi pouvoir compter sur une participation convaincante de la population locale, en particulier des jeunes qui récolteront les fruits de ce processus.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe, un exercice paneuropéen de démocratie participative et délibérative, ne pourra que tirer profit de l'expérience que la politique de cohésion et ses acteurs ont acquise tout en continuant à tirer avantage de la participation des citoyens. Le partenariat étroit entre les institutions de l'UE, les États membres, les régions et les municipalités représente un cadre naturel pour le débat à venir.

Montrer l'exemple, faire vivre le débat, partager l'expérience et mettre en évidence les avantages du travail aux côtés des citoyens seront les meilleures contributions aux objectifs de la conférence. La politique de cohésion est une vaste plate-forme favorisant la participation des citoyens de l'UE au renforcement des capacités nécessaires et au développement d'instruments d'investissement public pour l'avenir de l'Europe. ■

---

### POUR EN SAVOIR PLUS

[https://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/conferences/citizens\\_good\\_governance](https://ec.europa.eu/regional_policy/fr/conferences/citizens_good_governance)



## Les «gestes verts» sont déjà bien connus, qu'attendez-vous pour les adopter?

Quinze jeunes influenceurs sur les médias sociaux se sont lancés dans un voyage à la rencontre des créateurs de projets régionaux écologiques innovants et ont sensibilisé les jeunes Européens aux efforts que l'UE déploie pour lutter contre la crise climatique.

Ces voyages ont eu lieu entre octobre et décembre 2020 dans le cadre de la campagne «Voyage vert», lancée par la direction de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne. Leur objectif était de présenter l'action pour l'environnement aux jeunes Européens en tant qu'aventure et de donner de plus amples informations sur le «Pacte vert pour l'Europe» d'une manière simple et captivante. Le voyage mettait l'accent sur les rencontres personnelles avec des personnes qui participent ou bénéficient de projets actuels axés sur la promotion d'une économie sobre en carbone et la lutte contre le changement climatique.

Répondant au concept créatif «Ding Dong! Ready for the green challenge», ce voyage vert s'adressait aux jeunes Européens âgés de 16 à 24 ans originaires de cinq pays: Belgique, Allemagne,

Grèce, Lituanie et Portugal. Dans chaque pays, trois influenceurs locaux ont voyagé – en mode virtuel ou en personne – le long de circuits thématiques sur leur territoire.

### Les micro-influenceurs racontent leurs histoires

Étant donné le public cible, à savoir la génération Z, la communication des influenceurs sur les médias sociaux a été identifiée comme le moyen le plus efficace d'atteindre les objectifs de la campagne. Il est important de faire montre d'authenticité. Les influenceurs locaux sélectionnés ont donc commencé à promouvoir un mode de vie durable auprès de leurs abonnés sur les médias sociaux en amont de leur voyage.

Chaque influenceur possède environ 50 000 abonnés et est reconnu en tant que «micro-influenceur». Ils ont tendance à afficher un meilleur taux d'engagement et de jouir d'une plus grande confiance mutuelle et crédibilité auprès de leurs abonnés. Qui plus est, ils ont été choisis pour leurs facultés narratives, car il s'agit avant tout de raconter une histoire.





## Les voyages

Ding-Dong est le son qui résonne quand quelqu'un sonne à votre porte, et c'est exactement ce qu'ont fait les influenceurs au cours de leur voyage #DingDongEU. Au cours de leur voyage, ils ont sonné à la porte d'un éventail de projets inspirants et ont discuté avec des acteurs du changement écologique qui évoluent dans les domaines de la mobilité, de l'alimentation, du logement, de la conservation de la nature et des chaînes de production. Les thèmes abordés avaient trait aux principaux domaines d'action du «Pacte vert pour l'Europe» et se sont traduits en concepts applicables et accessibles aux jeunes citoyens de l'UE.



En tout, plus de 70 initiatives ont fait l'objet de visites. Les influenceurs ont visité de splendides parcs nationaux où ils ont pu se rendre compte des travaux accomplis pour préserver les services écologiques qui maintiennent la biodiversité et protègent les villes des inondations. Ils ont également rencontré des chefs d'entreprises engagées sur la voie de la mode durable et juste, ainsi que d'autres qui transyclent toute une série d'objets de rebut.

Dans le domaine de la production, de la consommation et des déchets alimentaires, les influenceurs ont visité des installations d'agriculture urbaine de pointe, un centre de recherche qui met au point des substituts végétaux à la viande ainsi qu'un centre de redistribution alimentaire qui lutte contre le problème du gaspillage alimentaire.

“ Ces rencontres avec toutes ces personnes extraordinaires à l’origine de ces projets écologiques m’apportent une incroyable motivation et énergie positive. ”

Laurafromthedesert



**DING DONG**

**BELGIUM**

**LAURA**

@laurafromthedesert



**DING DONG**

**GREECE**

**AGGELOS**

@angelo\_stavr

“ Grâce à ce voyage, j’ai appris un million de choses sur la protection de l’environnement et une dizaine de choses que je n’aurais jamais apprises autrement. ”

Angelo\_stavr

Dernier point, qui a toute son importance, plusieurs projets ont montré que le développement de solutions écologiques peut également revêtir un caractère socialement inclusif.

Afin de véritablement susciter la participation du public et de créer une attitude dynamique, le voyage de chaque influenceur s'est clôturé par l'organisation d'un «grand défi vert» étroitement lié au projet final financé par l'UE et au thème du voyage. Chemin faisant, les influenceurs ont également relevé plusieurs mini-défis proposés par leurs abonnés, comme concocter une recette originale avec des restes du frigo ou ramasser les déchets dans un parc. Les résultats ont été publiés sur Instagram. Catarina, la première influenceuse du Portugal, a été mise au défi de construire sa propre station de compostage et, en l'espace de quelques heures seulement, sa vidéo a été vue environ 10 000 fois.







## Quelle sera la suite? C'est à votre tour!

Si les voyages sont arrivés à leur fin, la campagne continuera toutefois à mettre à l'honneur l'engagement de l'UE en faveur d'un continent plus vert en rediffusant les expériences des influenceurs sur les médias sociaux. Comme l'illustrent les défis relevés par les projets européens ainsi que par les influenceurs et leurs abonnés, chacun peut apporter sa pierre à l'édifice d'un avenir plus durable. Ainsi, en utilisant le hashtag #DingDongEU sur Instagram, vous pouvez vous mettre, vous, vos amis, les membres de votre famille ou encore toute

autre personne, au défi d'adopter des habitudes respectueuses de l'environnement.

**Le changement s'opère dès à présent: comment rendre Noël plus durable, et quelle est votre résolution écologique du nouvel an?** ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

[@EUinmyregion](https://dingdong-challenge.campaign.europa.eu/fr)

*Avis de non-responsabilité: Les voyages des influenceurs ont eu lieu de fin octobre à début décembre 2020. Malheureusement, la pandémie de COVID-19 a empêché de nombreux influenceurs de réaliser leur «voyage vert» en chair et en os. Durant toute la campagne, la situation sanitaire a été suivie de près et, lorsque les circonstances l'imposaient, les voyages verts s'y sont rapidement adaptés pour se dérouler en mode virtuel.*

## PROJETS

# PARTENARIATS D'INNOVATION DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE AU DANEMARK

**INVESTISSEMENT TOTAL  
4 832 215 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE  
2 416 110 EUR**

**Le programme de services de technologies de la santé mis en place dans la région du Jutland du Nord, au Danemark, rassemble des organisations issues des secteurs privé et public afin de créer de nouveaux produits et services de soins de santé et de bien-être. Il vise à améliorer la prise en charge des patients et à alléger le fardeau qui pèse sur les épaules des professionnels de la santé et des fournisseurs d'aide sociale.**

Entrepreneurs, entreprises et institutions scientifiques collaborent dans le cadre de ce programme au développement de solutions commercialisables qui répondent aux besoins des professionnels de la santé et des fournisseurs de services sociaux. Jusqu'à présent, 28 projets ont vu le jour grâce à cette initiative. Ils ont mis au point des innovations allant de technologies qui améliorent la prise en charge des patients à de l'équipement hospitalier qui permet d'économiser le personnel de santé.

Le programme est administré par la Life Science Innovation North Denmark. L'objectif de ce partenariat établi à Aalborg auquel participent la région et les municipalités de Jutland du Nord, les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche du Danemark est de renforcer l'innovation dans le domaine de la santé et du bien-être ainsi que le développement des entreprises.

Les partenaires de collaboration potentiels se réunissent dans le cadre d'ateliers ouverts où ils partagent leurs besoins, idées et résultats. Les organisations publiques et privées mises en relation apportent leurs idées de technologies ou de services de santé et de bien-être au programme, qui évalue leurs chances de financement à l'aune des besoins locaux et du potentiel commercial des innovations proposées. Ensuite, les projets développent, testent et mettent en œuvre leurs solutions.

## Des produits pour le marché

À l'heure actuelle, près de 60 entreprises collaborent avec des instituts de recherche dans le cadre du programme de services de technologies de la santé et 32 d'entre elles bénéficient d'un financement pour développer de nouveaux produits commercialisables.

Ces nouveaux produits comprennent notamment un système qui aide les médecins à choisir l'antibiothérapie appropriée pour leurs patients, une plateforme numérique qui analyse les images de surfaces de la peau, un système de stockage sûr pour les effets personnels des patients hospitalisés et une technologie assistée par robot qui facilite la pratique d'échographies.

Un produit-phare de ces innovations est un système de journal numérique qui aide les patients souffrant de la maladie de Parkinson et leurs soignants à gérer leur traitement. Ce système se compose d'une application dans laquelle les patients indiquent leurs symptômes et leur prise de médicaments, et d'une montre numérique qui enregistre l'activité et les habitudes de sommeil. Conjugués, ces dispositifs fournissent des informations détaillées que les professionnels de la santé peuvent utiliser pour optimiser leurs traitements.

Outre ces innovations qui améliorent les soins, le programme, qui se poursuit jusqu'en 2021, a créé 15 emplois à partir des 12 projets mis en œuvre jusqu'à présent. Les entreprises participantes ont consacré davantage de ressources à l'innovation dans les technologies de soins médicaux, ont augmenté leur chiffre d'affaires et ont élargi leurs possibilités d'exportation. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.lifescienceinnovation.dk/>

## PROJETS

# LE MARCHÉ REDISTRIBUE LES PRODUITS INVENDUS AUX PERSONNES VULNÉRABLES

**INVESTISSEMENT TOTAL  
551 779 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE  
469 012 EUR**

**Un marché alimentaire dans la deuxième plus grande ville de Grèce a mis en place un système de distribution de fruits et légumes frais qui, sinon, seraient jetés. Les aliments sont partagés avec les groupes sociaux vulnérables et les personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.**

**D**e nombreux fruits et légumes sains et nourrissants peuvent être difficiles à vendre en raison de leur aspect, peu appétissants aux yeux de certains. Cela peut constituer un problème particulier pour les marchands de fruits et légumes frais.

Le marché central de Thessalonique a eu l'idée de redistribuer ces produits invendus. Il a fait équipe avec plusieurs partenaires, notamment la municipalité de Borino, en Bulgarie, pour lancer un projet transfrontalier intitulé «Social Plate».

Entre avril 2018 et janvier 2020, le projet a reçu 470 tonnes de fruits et légumes de la part des marchands. Sous la supervision d'un responsable du contrôle qualité, les produits ont été séparés en deux catégories: propres et impropres à la consommation. 324 tonnes d'aliments ont été récupérés et distribués à ceux qui en avaient besoin.

Les produits ont été réemballés et envoyés à des organisations sociales locales par les soins de bénévoles, et ont ensuite été redistribués en tant que nourriture fraîche ou cuite à des groupes vulnérables comme les sans-abri, les chômeurs et les réfugiés. Soixante-dix organisations ont participé à cette activité de redistribution, dont des ONG, des épiceries de quartier, des banques alimentaires et des soupes populaires proposées par les églises.

Le projet entendait promouvoir une meilleure gestion des restes organiques et le recyclage des emballages. Il a également assuré la formation de 30 jeunes employés d'ONG.

## Lancement d'entreprises sociales

Un coordinateur de projet a été embauché pour superviser les opérations, et deux jeunes bénévoles rattachés au programme «Interreg Volunteer Youth» ont rejoint les rangs du projet. Les actions ont été promues dans les médias dans la ville de Thessalonique, la région plus large ainsi qu'en Bulgarie afin de sensibiliser la population à la réduction du gaspillage de nourriture.

Le financement s'est terminé en décembre 2019, mais l'héritage du projet perdure grâce à une entreprise sociale à but non lucratif mise en place en Grèce pour poursuivre les activités. De l'autre côté de la frontière, en Bulgarie, on espère que l'entreprise se développera sous la forme d'une franchise afin que la clé du succès de «Social Plate» puisse aussi y être reproduite. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.socialplate.eu/>



## PROJETS

## L'INFORMATION, LOCOMOTIVE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AU LUXEMBOURG

**INVESTISSEMENT TOTAL  
2 602 769 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE  
1 041 108 EUR**

**La coopération entre un réseau national spécialisé dans les énergies durables et les autorités locales aide les consommateurs au Luxembourg à améliorer l'efficacité énergétique de leur logement, à adopter des sources d'énergie renouvelables et à opter pour des transports plus écologiques, favorisant ainsi la réduction des émissions de gaz à effet de serre et les économies pécuniaires.**

Le projet «Infopoints myenergy goes digital», financé par le Fonds européen de développement régional, donne les informations les plus récentes sur les aides financières en faveur de la rénovation ou de la construction de logements économes en énergie. Il sensibilise également les consommateurs aux économies d'énergie à la maison, aux possibilités en matière d'énergie renouvelable, et aux coûts et à l'impact sur le climat de différents modes de transport.

Le projet est un partenariat entre les municipalités locales et le réseau luxembourgeois pour la transition énergétique durable – myenergy – qui comprend les ministères nationaux clés ainsi que les associations de commerce, d'artisans, d'architectes et d'ingénieurs et les représentants des autorités locales.

Toutes ces organisations disposent d'informations utiles pour les citoyens qui prévoient la rénovation ou la construction d'un logement ou l'achat d'un moyen de transport. Le projet a développé une application et élaboré du contenu en ligne et des outils numériques qui simplifient l'accès à ces données, et peut compter sur un soutien personnalisé de la part de conseillers spécialisés dans les municipalités.

### Un soutien écologique et numérique

L'une des particularités du projet est le montant considérable de l'aide mise à disposition par les autorités nationales et locales

du Luxembourg pour inclure des caractéristiques d'économie d'énergie ou des technologies d'énergie renouvelable dans les bâtiments rénovés ou neufs. L'application mobile Myrenovation simule rapidement le montant du financement disponible pour les travaux prévus et accompagne les demandeurs tout au long de la procédure de demande de financement. En outre, l'application donne des conseils complémentaires en matière de pré-financement, de rénovation prônant une utilisation durable de l'énergie, et de mobilité durable.

Afin de pouvoir accéder à l'information en ligne, «Infopoints myenergy goes digital» a créé le site web Myenergy et une plateforme de contenu à l'intention des municipalités. Le site web donne de plus amples informations sur les économies d'énergie à la maison. De plus, il fournit des données neutres sur les sources d'énergie et les modes de transport afin d'aider les citoyens à réduire leurs émissions, à faire des économies d'énergie et à réduire leurs coûts de chauffage et d'électricité, et leurs frais de voyage.

Le site web propose également des calculateurs d'aides financières ainsi que des outils pour simplifier la gestion d'un projet, comme des formulaires pour prendre rendez-vous avec un conseiller en énergie, des rapports, une liste de contrôle lors d'une rénovation et des outils de suivi des données.

Des possibilités supplémentaires de numérisation des services myenergy sont envisagées en vue d'étayer les choix respectueux du climat. Entre-temps, le projet encourage une transition plus généralisée vers une économie sobre en carbone, dans la mesure où elle est un moteur d'emploi pour les personnes évoluant dans le secteur de la construction, de l'énergie et des transports durables tout en renforçant l'expertise des employés municipaux dans le domaine de l'énergie. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.myenergy.lu/>

## PROJETS

TRANSFORMATION DURABLE  
D'UN MUSÉE À MALTEINVESTISSEMENT TOTAL  
9 147 872 EURCONTRIBUTION DE L'UE  
7 318 298 EUR

Un bâtiment historique de La Valette, la capitale de Malte, a été rénové en une maison à bilan énergétique nul qui accueillera la collection d'art nationale du pays, grâce au Fonds européen de développement régional. Les rénovations permettent de faire des économies d'énergie et d'eau, tout en attribuant une finalité reflétant le XXI<sup>e</sup> siècle à un élément d'un patrimoine culturel unique.

L'Auberge d'Italie, qui date du XVI<sup>e</sup> siècle, a été réaménagée afin d'améliorer l'utilisation de l'espace pour que ce bâtiment classé puisse accueillir le nouveau Mużew Nazzjonali tal-Arti, ou musée d'art national-communautaire de Malte, (MUŻA).

Les ajouts modernes permettent aux visiteurs de pleinement apprécier les œuvres d'art dans un cadre économe en énergie. Le double vitrage secondaire préserve les fenêtres d'origine tout en augmentant l'isolation. Le toit a été doté d'une couche isolante supplémentaire, qui offre une protection accrue contre les pertes de chaleur. De plus, il est revêtu de panneaux photovoltaïques qui produisent de l'énergie propre et renouvelable pour le fonctionnement et l'éclairage du bâtiment.

Des systèmes intelligents à l'intérieur assurent des économies d'énergie supplémentaires. Un système de gestion du bâtiment contrôle le chauffage et la climatisation, qu'il adapte en fonction du nombre de personnes détectées par les capteurs installés dans tout le bâtiment. La luminosité naturelle est complétée par des lampes LED commandées par un ordinateur central qui adapte également l'intensité lumineuse des pièces en fonction de l'activité détectée par les capteurs prévus à cet effet.

## Préserver les ressources

La technologie est conçue pour se fondre harmonieusement avec les caractéristiques originales du site historique afin de réduire l'empreinte environnementale du musée.

Ses murs épais en pierre calcaire préservent la fraîcheur du musée en été et la chaleur en hiver, ce qui réduit le besoin de chauffage et de refroidissement artificiels. Une grande cour centrale, utilisée comme un espace à part entière, offre une lumière et une ventilation naturelles aux galeries qu'abritent les pièces avoisinantes. L'eau de pluie collectée dans les citernes d'origine est dirigée vers les toilettes du musée, économisant ainsi une ressource précieuse dans cet État insulaire. Enfin, la réutilisation d'un bâtiment historique permet d'économiser des matériaux qui seraient autrement utilisés pour la construction d'un nouveau bâtiment.

Des spécialistes issus de différentes disciplines, comme des historiens de l'art et des ingénieurs, ont collaboré à la rénovation. Le fruit de leurs travaux a donné naissance à un musée moderne, à faible émission de carbone, qui respecte et fait rayonner la culture locale aux échelons national et international.

Le bâtiment a été reconnu par les critiques d'art et les architectes comme un exemple de bonne pratique dans le domaine de la rénovation et est très apprécié par les amateurs d'art. Plus de 5 000 personnes ont visité le MUŻA au cours de l'année qui a suivi l'inauguration officielle du bâtiment rénové en décembre 2018. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<https://heritagemalta.org>

# PROGRAMME

## 28-29 JANVIER

Belgrade (RS)

### 5<sup>e</sup> Forum EUSAIR

---

## 1-5 MARS

En ligne

### Semaine des stratégies macrorégionales

---

## 17-18 JUIN

Porto (PT)

### 9<sup>e</sup> conférence d'évaluation consacrée à la politique de cohésion de l'UE

---

## 11-14 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

### Semaine européenne des régions et des villes

---

## 10-11 DÉCEMBRE

Marseille (FR)

### Forum Alpin

---

#### AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni quiconque agissant en son nom ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2020

PDF: ISSN 1725-8316 KN-LR-20-004-FR-N

© Union européenne, 2020

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique relative à la réutilisation de documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander une autorisation directement aux détenteurs des droits concernés.

Ce magazine est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/)

Le contenu de ce numéro a été finalisé en décembre 2020.

#### PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © Union européenne

Page 3: © Union européenne

Page 4: © Présidence allemande

Pages 5, 6: © Union européenne

Page 8: © Union européenne

Page 18: © Interreg IAP CTF Bulgarie-Serbie

Pages 19, 20: © Inter Ventures

Page 21: En haut © Municipalité de Woensdrecht;

En bas © Conseil économique d'Arnhem-Nimègue

Page 22: © Hôpital de Cerdagne

Page 25: 01 © iStock/fbxx; 02 © iStock/MasterLu;

03 © iStock/Sami Auvinene; 04 © iStock/LeoPatrizi;

05 © iStock/wsfurlan; 06 © iStock/Rodrigo Blanco;

07 © iStock/diegograndi; 08 © iStock/Lisa Marie

Page 26: © iStock/BrasilNut1

Pages 29, 30, 31: © Union européenne

Page 32: © Marta Silvia Viganò

Page 33: © Union européenne

Page 38: En haut © iStock/krugli; En bas © iStock/Giorgos Kristotakis.

Page 41: © iStock/metamorworks

Page 42: © iStock/SDI productions

Page 43: © iStock/sl-f

Page 44: © iStock/Marvod



## RESTEZ CONNECTÉ



[ec.europa.eu/regional\\_policy](https://ec.europa.eu/regional_policy)  
[cohesiondata.ec.europa.eu](https://cohesiondata.ec.europa.eu)



@EUinmyRegion



EUinmyRegion



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



EUinmyRegion



[euinmyregion](https://www.instagram.com/euinmyregion)



[ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/ferreira\\_en](https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/ferreira_en)  
 @ElisaFerreiraEC



Office des publications  
de l'Union européenne

Commission européenne  
 Direction générale de la politique régionale et urbaine  
 Communication – Agnès Monfret  
 Avenue de Beaulieu – B-1160 Bruxelles  
 Courriel: [regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)